



Chroniques

« *Québec communiqué* »

publiées dans la revue

Canadian Dimension

de 2003 à 2010

Par Pierre Dostie

Chroniques « *Québec communiqué* » publiées dans la revue *Canadian Dimension*, de 2003 à 2010. Par Pierre Dostie.

Introduction

Entre 2003 et 2010, j'ai été collaborateur à la revue *Canadian Dimension*, un mensuel progressiste de langue anglaise au sein de la gauche canadienne. Les articles avaient pour but de faire connaître au Canada anglais les mouvements sociaux et politiques à travers l'analyse de la conjoncture québécoise.

Les articles étaient d'abord rédigés en français, puis traduits par des militant.e.s anglophones, qui ont accepté de le faire gracieusement, et que je remercie d'ailleurs chaleureusement. Spécialement Jill Hanley, Sabine Friesinger, Tim McSorley et Fehr Marouf.

Je remercie la revue *Canadian Dimension* et son directeur de l'époque, Cy Gonick, pour leur grande ouverture et leur solidarité constantes envers la nation québécoise.

J'ai regroupé la plupart de ces chroniques dans leur version originale française, qui pour la plupart, n'ont jamais été publiées dans cette langue. Comme certaines d'entre elles ayant dû être raccourcies, faute d'espace dans la revue, j'ai placé ici la version longue lorsqu'elle était disponible. Quelques-unes ont été écrites en collaboration.

Si certains articles évoquent des sujets ou des périodes révolus, d'autres nous rappellent que certains enjeux sont toujours d'actualité.

Cette période a été pour moi marquée d'un intense engagement dans le processus de rassemblement et d'unification de la gauche québécoise, de construction d'un véhicule politique à travers le Rassemblement pour une alternative politique (1997-2002, l'Union des forces progressistes (2002-2006) dont j'ai été tour à tour porte-parole¹, jusqu'à la fondation de Québec solidaire en 2006, qui ne faisait que marquer le départ d'un nouveau cycle de ce développement, QS étant aujourd'hui un acteur incontournable de la scène politique québécoise. Les chroniques sur ce sujet reflètent tant la pensée politique, que la conception du véhicule politique en construction que je mettais de l'avant, tantôt comme porte-parole, tantôt comme simple militant.

Les chroniques de la période 2005-2009, marquée par les politiques néolibérales du gouvernement conservateur d'appellation libérale de Jean Charest, couvrent le désengagement de l'État, les enjeux liés à l'environnement, à la santé et aux services sociaux, au déficit démocratique causé par le mode de scrutin, aux blocages à l'émancipation du Québec au sein de la fédération canadienne.

Enfin, la dernière section de ces chroniques est consacrée à la question de la laïcité de l'État et la neutralité des institutions publiques et de ses représentant.e.s. On y décèlera une analyse-critique des travaux de la Commission Bouchard-Taylor, tout comme de certaines positions du gouvernement de l'époque et des partis politiques du Québec, dont Québec solidaire en 2009. Plus particulièrement, la chronique de mai-juin 2010, qui, ironiquement, s'avérera être ma dernière dans la revue.

¹ Porte-parole du RAP en 2002 et co-porte-parole de l'UFP avec Molly Alexander de 2002 à 2004.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	3
LA QUESTION NATIONALE ET LA GAUCHE QUEBÉCOISE.....	5
Effritement et recomposition du mouvement souverainiste québécois (2004)	5
Une nouvelle phase s’amorce dans le développement de la gauche québécoise (Juil - août 2004)	11
La question nationale québécoise : le débat est amorcé sur la stratégie (Nov - déc 2004)	14
Construction d’un parti de gauche au Québec : davantage qu’un simple véhicule politique, c’est tout un processus qui est en marche. (Sept-oct 2004)	17
Identité nationale, indépendance et combat social ! (mai-juin 2005)	21
Élection d’une Assemblée constituante : une stratégie rassembleuse, profondément démocratique et porteuse d’un projet de pays progressiste pour le Québec (sept-oct 2005)	24
Les choix stratégiques de la gauche québécoise (nov-déc 2005)	26
Avec la fusion de l’UFP et d’OC la gauche politique québécoise franchit un autre pas historique (Mars-avril 2006)	28
Le défi électoral de Québec solidaire (juil-août 2006)	30
Stratégie pour une souveraineté des nations du Québec (jan-févr. 2007)	32
La gauche survit au séisme électoral québécois (mai-juin 2007)	35
Divertissements post-électoraux pour une question nationale orpheline (juil-août 2007)	37
Trois ans après sa fondation, Québec solidaire entre à l’Assemblée nationale et fait face à de nouveaux défis (Mars-avril 2009)	39
ENJEUX POLITIQUES QUEBÉCOIS SOUS LE GOUVERNEMENT LIBERAL (2005-2009)	41
Lutte aux pauvres, privatisations, désengagement de l’État sur tous les fronts : Le gouvernement de Jean Charest tente de maquiller ses politiques néolibérales d’un discours de <i>développement durable</i> (Jan-févr. 2005)	41
Le secteur privé entrera-t-il par la grande porte dans les centres hospitaliers universitaires de Montréal ? (Sept-oct 2006)	44
Le rapport Castonguay : l’argent, la maladie et la santé (Mai-juin 2008)	46
Une élection de plus dans l’impasse canadienne (Jan-févr. 2006)	48
Les enjeux environnementaux au Québec : Mobilisation à l’horizon (sept-oct 2007)	50

Enfin, une réforme du mode de scrutin au Québec ? (mai-juin 2006).....	52
Création d'un NPD sur la scène québécoise : L'unité de la gauche au Canada sans affaiblir la gauche québécoise ! (nov-déc 2006)	54
La crise financière « made in Québec » ou la plus grosse couleuvre jamais présentée à la nation québécoise (sept-oct 2009)	56
LAÏCITE DE L'ÉTAT ET INSTITUTIONS PUBLIQUES	58
L'école doit être laïque et publique au Québec (mars-avril 2005)	58
Compléter et garantir la laïcisation des institutions québécoises : voilà le plus raisonnable des accommodements (Mars-avril 2007)	61
Accommodements pour une nation accommodante (Jan-Fév 2008).....	63
Les suites espérées du Rapport Bouchard-Taylor (sept-oct 2008)	66
La question de la laïcité s'enlise dans l'incohérence et la confusion (mai-juin 2010)	68

La question nationale et la gauche québécoise

Effritement et recomposition du mouvement souverainiste québécois (2004)

Par

Molly Alexander et Pierre Dostie, V-P et Porte-paroles de l'Union des forces progressistes

Dans les années '60, le Canada anglais se demandait « What does Quebec want? » et les Québécois se faisaient dire « Speak white ». Aujourd'hui, on peut dire que le Québec forme une nation avec une langue et une culture communes, un sentiment d'appartenance et des institutions distinctes, bien que la Constitution canadienne et le gouvernement de ce pays s'emploient systématiquement à nier cette réalité. Si en 40 ans, le mouvement indépendantiste a pu contribuer à faire avancer la question nationale québécoise, on assiste aujourd'hui à l'effritement de l'hégémonie du PQ sur ce mouvement et on doit prendre acte de l'échec de sa stratégie. Une alternative se recompose lentement, qui n'aura d'avenir que si elle réussit à se donner un projet social progressiste et une conception républicaine de la nation québécoise.

Hégémonie péquiste et stratégie étapiste

Dans les années '60, le mouvement nationaliste québécois s'est mobilisé sur la question du français comme langue d'affichage, de travail et d'enseignement et sur l'enjeu de la modernisation et de la laïcisation de l'État québécois. L'indépendance du Québec était alors vue comme le moyen de réaliser les aspirations de la majorité francophone, qui se percevait comme la nation.

Lors de la fondation du Parti québécois en 1967 par René Lévesque, diverses tendances se sont fusionnées. Le RIN de Pierre Bourgault, plus radical sur la question de l'indépendance et progressiste sur le plan social, a été forcé de se dissoudre. Les réformes sociales ont alors été placées au second plan. En 1976, pour accéder au pouvoir, le PQ a fait une double concession stratégique : d'abord, se faire élire au gouvernement provincial sans nécessairement réaliser l'indépendance du Québec et ensuite, assortir obligatoirement la souveraineté d'une entente de partenariat avec le Canada.

Pendant son premier mandat de 1976 à 1981, le gouvernement péquiste, qui se targuait d'avoir un *préjugé favorable aux travailleurs*, réalisa quelques réformes sociales, dont certaines, à saveur progressiste. Il adopta également la loi 101 sur la protection de la langue française dont plusieurs dispositions ont été par la suite déclarées inconstitutionnelles par la Cour Suprême, de sorte qu'elle est aujourd'hui considérablement dépouillée. Les enfants des nouveaux arrivants peuvent néanmoins être orientés à l'école française au primaire et au secondaire.

Alliance conservatrice et premières brèches à gauche

La défaite référendaire de 1980 (59,6% « non » et 40,4% « oui ») sur le « mandat de négocier la souveraineté-association » a plongé les souverainistes dans une torpeur qui dura plusieurs années. Le rapatriement unilatéralement la Constitution canadienne en 1982, qui ne reconnaît pas la nation québécoise, a suscité l'opposition unanime de l'Assemblée nationale du Québec qui n'y a jamais adhéré depuis. Le PM René Lévesque proposa quelques années plus tard un « beau risque » fédéraliste qui prit alors la forme d'un appui aux conservateurs de Brian Mulroney alors en position de battre les libéraux fédéraux. Cette orientation causa des divisions dans les rangs péquistes. Depuis la fin des années '70 et le début des années '80 l'on vit apparaître une gauche en rupture avec le PQ. D'un côté, une tendance identifiée au courant « socialisme et indépendance » qui se prononça en faveur d'un « oui critique » lors du référendum de 1980. D'un autre côté, on remarqua une grappe de petits partis et de mouvements d'orientation marxiste qui favorisa majoritairement l'« annulation ». En 1983, le PM René Lévesque essuie un échec alors que son cabinet refuse de réaliser la réforme du mode de scrutin vers une proportionnelle régionale à laquelle il croit fortement. La réponse du cabinet, qu'un député avait résumé par « souveraineté d'abord, démocratie ensuite », enfoncera la stratégie péquiste dans l'impasse. Cette vision, encore aujourd'hui dominante au PQ, voit le parlement québécois comme le dernier retranchement de la majorité francophone, faute de souveraineté. Tant pis pour la démocratie.

Cafouillages de Meech Lake et de Charlottetown

L'échec de l'accord de « Meech Lake » en 1990, qui prévoyait la reconnaissance du Québec comme « société distincte » non pas dans le texte constitutionnel, mais dans son préambule – ce qui est bien peu de chose – et plus tard, le rejet de l'accord de Charlottetown lors du référendum canadien en 1992, qui était en deçà de Meech, révèle encore une fois l'impasse, non seulement pour le Québec, mais aussi pour les Premières nations, de trouver une place dans cette fédération. Certains sociologues et historiens s'entendent pour dire qu'aucun projet d'entente constitutionnelle n'a jamais réellement pris en compte la réalité non pas des « deux peuples fondateurs », mais bien plutôt des « trois peuples fondateurs ». Le PM Bourassa, pourtant un libéral, a déclaré que « plus jamais le Québec n'accepterait d'être considéré comme une province comme les autres ». Le projet national n'est plus porté par les seuls indépendantistes. La nation est une réalité reconnue du plus grand nombre de Québécois, qu'ils soient séparatistes ou non.

Second échec référendaire et accélération du virage néolibéral

Le PM Parizeau, devenu chef du PQ et porté au pouvoir en 1993, lance une vaste Commission itinérante sur l'avenir du Québec qui ranime le projet d'un Québec souverain, mais qui soulève une question de fond : « La population demande quel projet de société comporte la souveraineté du Québec ? ». La question soumise au référendum portera sur la souveraineté pouvant inclure l'association avec le Canada, mais pas nécessairement. L'ADQ de Mario Dumont et les petits partis de gauche,

notamment le Parti de la démocratie socialiste (PDS) appuient le « Oui » lors du référendum.

Le résultat pour le moins serré (49,4% « oui » et 50,6% « non », la majorité francophone votant « oui » à plus de 60%) ne permit aucune interprétation triomphaliste. Le PM Parizeau provoqua une crise qui justifia sa démission en moins de 24 h. Il expliqua le résultat par le « pouvoir de l'argent » (les somptueuses dépenses fédérales pour la campagne référendaire n'étant pas soumises à la loi sur les consultations populaires du Québec) et le « vote ethnique » (autre que francophone largement concentré dans le camp du « non »). Perçu à juste titre comme un blâme par les différentes communautés culturelles québécoises, cette affirmation dramatique était également révélatrice de l'incapacité pour les nationalistes de rallier à leur cause un nombre significatif de nouveaux arrivants et d'anglophones. Pour les souverainistes progressistes, chez qui les réformes sociales comptent tout autant que la question de la langue, ce n'était pas une surprise. L'indépendance doit être porteuse d'un projet de société qui déborde largement les intérêts des seuls francophones et auquel on demanderait aux autres québécois de se rallier.

Le couronnement de Lucien Bouchard, arrivé en « sauveur », marqua l'accélération du virage néolibéral entrepris une décennie plus tôt alors que l'alliance des péquistes et des conservateurs fédéraux avait adopté l'entente sur le libre-échange avec les É.-U.. Les politiques néolibérales du gouvernement Bouchard firent très mal et le « déficit zéro » qui fut appliqué sur le dos de la population, principalement des femmes, des jeunes et des familles à revenu modeste, fut le déclencheur d'une nouvelle vague de désaffection du PQ au sein duquel les progressistes se font de plus en plus rares. Bouchard consolida ses politiques conservatrices et son autoritarisme tant au sein du parti que comme PM.

Émergence d'une nouvelle gauche

À partir de 1997 s'amorce une nouvelle page dans l'histoire de la gauche québécoise. À la faveur de la création du Rassemblement pour une alternative politique (RAP), un mouvement rassembleur, diverses composantes de la gauche progressiste et souverainiste, enclenchèrent un processus d'unification dont la teneur fut testée à travers quelques événements catalyseurs comme l'élection partielle de Mercier en avril 2001 où Paul Cliche obtînt 24% des voix. Ce mouvement mena en juin 2002 à la fondation de l'Union des forces progressistes (UFP), réunion de trois petits partis et de collectifs citoyens non organisés en partis. Un parti fédéré, un « parti processus », axé sur la lutte au néolibéralisme, dans la rue et sur la scène électorale, qui voit l'indépendance comme un moyen de réaliser un projet de société axé sur la justice sociale et le partage des richesses. Un parti qui réussit à percer certains milieux progressistes anglophones et des communautés immigrantes. Représentée dans 73 circonscriptions sur 125, en coalition avec le Parti vert et quelques indépendants, l'UFP mena une campagne de terrain aux élections du 14 avril 2003. Moins d'un an après sa fondation et avec de modestes moyens, elle contribua à se faire connaître et à rehausser le niveau du débat, ce qui représente déjà un certain succès, malgré un

résultat variant entre 1% et 18% des voix. Ce courant de sympathie envers l'UFP n'est pas sans agacer le PQ qui a perdu le monopole sur le mouvement souverainiste et son influence sur de nombreux mouvements sociaux.

Question nationale et questions sociales

Depuis quelques années, on commence à observer un certain progrès dans l'intégration des différentes communautés culturelles à la nation québécoise. La situation du français demeure néanmoins fragile tant que le Québec ne disposera pas pleinement des moyens qui lui permettraient de s'autodéterminer.

La question nationale québécoise est toujours dans l'impasse sur le plan constitutionnel canadien. Le gouvernement fédéral s'est employé à entraver tout éventuel exercice référendaire (loi sur la clarté en 1998), et à renforcer la centralisation par son pouvoir de dépenser, notamment dans les champs de compétence provinciale, et par l'imposition d'une disette budgétaire en réduisant les paiements de transferts aux provinces. S'ensuivent une concentration des pouvoirs et un déséquilibre fiscal que les PM de l'ensemble des provinces dénoncent actuellement. Sur le plan du régime politique, est-il besoin de rappeler que nous sommes toujours gouvernés par une monarchie constitutionnelle et un mode de scrutin injuste et dépassé ?

La montée du néolibéralisme a placé sur le devant de la scène les questions sociales et accéléré l'effritement du monopole péquiste sur le mouvement souverainiste qui s'est dispersé de droite à gauche sur tout le spectre politique. Selon les sondages, la moitié des souverainistes choisissent d'appuyer d'autres formations politiques. En témoignent de nombreuses désaffections du PQ vers l'ADQ, le parti de droite montant, et la naissance de l'UFP. L'abstention des souverainistes aux élections québécoises du 14 avril 2003 a également été un facteur de la défaite du PQ, ce parti qui s'est arrogé le nom de tout un peuple et qui confond encore son propre avenir avec celui de la nation. Cet effritement est aussi, croyons-nous, celui de la *stratégie péquiste et de la forme unitaire qu'avait pris sa coalition*.

Perspectives pour la recomposition d'un nationalisme progressiste

L'effritement de la coalition péquiste ne favorisera pas en soi la construction d'une alternative de gauche. Malgré ses modestes succès sur le plan de l'unification, celle-ci reste encore relativement faible. La construction d'un parti progressiste de masse solidement ancré à gauche sera un long et patient processus qui devra faire converger une mosaïque de tendances dont la diversité sera un gage de créativité et de réussite politique. La gauche québécoise fait depuis 5 ans des efforts significatifs pour renouveler son discours, fonder des alliances avec des mouvements sociaux et se mettre à l'écoute de la population. Une nouvelle culture politique émerge, qui favorise l'éducation politique et le renouvellement de la politique elle-même. La réforme du mode de scrutin vers la proportionnelle annoncée au cours du présent mandat et la modification à la loi électorale qu'impose un récent jugement de la Cour Suprême, abolissant l'obligation pour les partis de présenter un nombre minimal de candidats aux

élections, devraient ouvrir de nouvelles avenues au processus d'unification de la gauche québécoise.

La relance du projet national commande une conjoncture et un « momentum » particulièrement favorables. Pour le mouvement souverainiste, il faudra éviter de retomber dans le piège qui consiste à aborder la question nationale séparément de la question sociale. Un large débat est nécessaire entre ses diverses composantes autant sur le contenu que sur la stratégie.

Sur le plan du contenu, la rupture avec le néolibéralisme doit être centrale. La convocation d'une Assemblée constituante devant rédiger la Constitution d'un Québec progressiste et républicain à soumettre au référendum serait quant à nous un enjeu stratégique prometteur qui aurait l'avantage de dégager un gouvernement souverainiste de son seul mandat de « bon gouvernement provincial ». Il offrirait au peuple l'occasion de mettre de la chair sur le projet du pays. La souveraineté, assortie d'un projet de société, serait sans doute mieux comprise et la perspective de l'Assemblée constituante créerait un momentum non seulement pour les forces souverainistes, mais pour le peuple québécois tout entier.

L'initiative est actuellement entre les mains du PM Charest. Sa proposition de *Conseil de la fédération* est une démarche qui rompt avec la position traditionnelle du Québec, qui a toujours refusé jusqu'ici d'être considéré comme « une province comme les autres ». Il y a au moins cela de clair que cette fois-ci, le « beau risque » est initié par un PM fédéraliste.

Le contexte actuel, où le gouvernement Charest accentue les politiques néolibérales (souvent initiées par le PQ) et se comporte comme une « province comme les autres », renferme un certain potentiel explosif qui menace à la fois les acquis sociaux et les intérêts de la nation. C'est dans cette perspective que croyons-nous, un nationalisme inclusif dans une perspective républicaine de la nation, qui sait reconnaître la valeur et le droit à l'autodétermination des Premières nations², et enfin un nationalisme assorti d'un projet de société progressiste et pacifique³, pourrait éventuellement avoir un effet catalyseur au Québec.

Jamais, confrontés à la montée du mouvement national québécois contemporain, l'État canadien, sa constitution, son parlement, son gouvernement, sa Cour Suprême, sa classe politique n'ont reconnu cette élémentaire vérité historique et sociologique : le peuple québécois constitue une nation et dispose de l'ensemble des droits découlant de ce statut. Tant et aussi longtemps que cette réalité ne sera pas pleinement et complètement reconnue, au-delà des conjonctures, la solution indépendantiste à la

² À travers notamment l'aboutissement d'ententes de réconciliation et de coopération comme l'*Approche commune* avec la nation Innue.

³ Les manifestations de février et de mars 2003 contre l'invasion US en Irak, dans les principales régions du Québec et qui ont mobilisé plus de 100,000 personnes à Montréal, ont certainement influencé la position du gouvernement canadien de ne pas s'y associer directement.

question nationale restera non seulement pertinente et actuelle, mais absolument nécessaire.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Une nouvelle phase s'amorce dans le développement de la gauche québécoise (Juil - août 2004)

Par Pierre Dostie

Deux ans seulement après la fondation de l' *Union des forces progressistes (UFP)*, la gauche québécoise entre dans une nouvelle phase de développement et de maturation. Sur la scène électorale et dans la rue, l'UFP est un acteur présent et crédible. Par ailleurs, un nouveau club politique, les *Syndicalistes pour un Québec libre (SPQL)*, fait une tentative d'investir le *Parti québécois*, dans l'intention de le tirer à gauche. Enfin, un nouveau mouvement politique, *Option citoyenne*, celui-ci animé par la militante féministe Françoise David et le militant du logement social François Saillant, propose rien de moins que de l'unification de l'ensemble des forces de gauche en un seul parti au printemps 2005. La prochaine année sera importante pour la gauche québécoise.

La gauche politique organisée

La gauche politique a réussi il y a deux ans un premier tour de force de rassembler en un seul parti, l' *Union des forces progressistes (UFP)*, les principales organisations politiques dont le RAP, le PCQ, le PDS⁴ ainsi que des collectifs locaux de militant-e-s jusque-là non partisans. C'est le fruit d'un patient travail de rapprochement et de lutte pour l'unité. Depuis sa fondation, grâce à sa structure fédérative, à sa « culture commune », à sa ferme volonté de réussir l'union, et surtout grâce à sa conception du parti-processus, l'UFP a apporté une contribution importante à la construction d'un parti progressiste de masse au Québec. Bien que significative, cette contribution est celle des organisations politiques partisans.

Club politique issu du mouvement syndical

Le syndicalisme de combat qui a caractérisé les années 1960-70 donnait son appui politique au *Parti québécois*, qui représentait alors un espoir, tant sur le plan national que social. Les années d'usure du pouvoir péquiste en ont déçu plusieurs, non seulement de ce parti, mais aussi de la politique elle-même. Depuis 5-6 ans, l'intérêt pour la politique se ravive. On voit réapparaître l'éducation politique dans les syndicats et l'on s'intéresse à nouveau à la politique partisane. Pour un certain nombre de militantEs, cela prend la forme d'un retour au PQ (qui a dangereusement dérivé vers le néolibéralisme) avec pour projet concerté de le ramener à gauche. Cette démarche est motivée de la façon suivante: la question nationale québécoise est toujours dans l'impasse et le PQ, qui est la plus importante force politique indépendantiste, exerce toujours une attraction sur certaines élites syndicales grâce au mythe selon lequel il faut d'abord et avant tout régler la question nationale; enfin, le mode de scrutin actuel fait obstacle à l'émergence d'une nouvelle force politique et la tentation est forte de prendre

⁴ Rassemblement pour l'Alternative politique (RAP), Parti communiste du Québec (PCQ), Parti de la démocratie socialiste (PDS).

un raccourci et de transformer un parti existant. Ici, la rupture n'est pas encore faite avec une certaine conception du nationalisme et avec le PQ comme véhicule politique. Cette rupture pourrait cependant se compléter d'ici le congrès du PQ prévu au printemps 2005, si ce parti continue de se montrer aussi rigide et opportuniste et si le SPQL se retrouve piégé et sans possibilité de faire adopter ses positions. La *saison des idées* lancée par Bernard Landry n'a récolté jusqu'ici que du réchauffé.

Collectif politique issu du mouvement féministe et de mouvements sociaux

Le mouvement féministe et les mouvements sociaux se sont longtemps tenus à l'écart de la politique partisane pour plusieurs raisons : la crainte de compromettre leur financement, le fait que la politique soit encore dominée par les hommes et exercée dans des conditions peu attirantes pour la plupart des femmes, un certain mépris de la politique que l'on voit comme sale de toute façon. Depuis quelques années, plusieurs groupes populaires et féministes s'impliquent dans la politique, que ce soit en interpellant les candidats aux élections, en faisant campagne sur des thèmes sociaux (les sans-chemise) en présentant des candidatEs indépendantEs ou encore en appuyant l'UFP. Le courant du mouvement *Option citoyenne* puise largement dans ce bassin qui commence à s'ouvrir à la politique partisane à gauche et qui veut s'accorder le temps nécessaire à une démarche autonome avant d'entrer en négociation avec l'UFP et les autres composantes partisans déjà organisées. Cette démarche, qui a de fortes chances de rejoindre une population que n'ont pas atteintes jusqu'ici l'UFP et les Verts, est prometteuse dans la mesure où elle s'inscrit elle-même dans le processus de rassemblement et d'unification de l'ensemble de la gauche d'une manière qui respecte ses diverses composantes.

Perspective

Le rassemblement de la gauche et son unification est un long processus. Tout comme le sont le développement d'une alternative politique et la construction d'un solide et crédible véhicule politique. C'est parce que la gauche est composée de groupes variés, que s'impose un parti-processus capable de garder dans une organisation souple une grande diversité de formes et d'approches et de concilier les exigences du parti de la rue avec celles du parti des urnes. Depuis sa fondation, l'UFP a enrichi la capacité de la gauche de faire bouger les choses. C'est parce que l'UFP existe que le PQ cherche à se renouveler à gauche et que le SPQ libre tente de convaincre les militants syndicaux de l'investir. C'est parce que l'UFP est une référence incontournable que les convergences se dessinent avec *Option citoyenne*.

En mars dernier, *Option citoyenne* se prononçait publiquement contre le projet du SPQ libre d'investir le PQ et optait plutôt pour l'élargissement du camp des forces de gauche. Le débat est maintenant bien circonscrit et met, face à face, d'un côté le *SPQ libre* et de l'autre l'UFP et *Option citoyenne*, comme deux stratégies opposées. Tout en évitant de nous tromper de cible et par exemple d'attaquer nos camarades de ce collectif, plus que jamais nous devons continuer de construire et de représenter l'alternative. Une alternative qui nous rapprochera peut-être le moment venu. C'est la responsabilité de

l'UFP, d'*Option citoyenne*, du PVQ et qui sait d'autres collectifs qui suivront, en rupture avec le néolibéralisme, de bâtir cette alternative capable d'annuler l'effet des mirages péquistes.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

La question nationale québécoise : le débat est amorcé sur la stratégie (Nov - déc 2004)

Par Pierre Dostie

Neuf ans après le référendum de 1995 et la période de torpeur qui s'en est suivi, le débat reprend au Québec sur la question nationale dans l'ensemble des partis et mouvements politiques. Depuis, le mouvement souverainiste n'est toutefois plus un bloc monolithique derrière le PQ. L'appui à la souveraineté (plus ou moins 45% selon les derniers sondages) traverse dorénavant l'ensemble des sensibilités politiques qui vont de la droite à la gauche. Dans un tel contexte, un large débat s'impose sur le cadre stratégique, qui pourrait avoir des répercussions sur la prochaine campagne électorale prévue en 2007.

Une question toujours dans l'impasse

L'élection de 54 députés du Bloc québécois (BQ) sur 75 à la Chambre des communes le 28 juin dernier est en partie une réponse au scandale des commandites. Comme nous l'apprend la Commission Gomery, les commandites ont débuté presque immédiatement après la campagne référendaire de 1995 (49,4% oui et 50,6% non) durant laquelle le gouvernement fédéral a dépensé neuf fois plus d'argent que le comité du Oui. Il a agi ainsi au mépris de la loi québécoise sur les consultations populaires qui limite les dépenses des deux camps. Après avoir violé le droit des Québécoises et Québécois à décider eux-mêmes de leur avenir, le gouvernement fédéral les a inondés de centaines de millions de dollars de publicité en utilisant, au mépris des règles d'attribution, un réseau d'amis du Parti libéral du Canada (PLC) qu'il a graissés au passage. C'est la réponse que le gouvernement Chrétien-Martin avait trouvée pour résoudre la crise constitutionnelle, en plus d'étrangler les budgets des provinces, d'envahir leurs champs de compétence et d'adopter la loi sur la clarté. Le Québec compte maintenant 100 députés se réclamant officiellement de la souveraineté, dont 46 à l'Assemblée nationale et 54 à la Chambre des communes, pour rappeler que la question nationale reste dans l'impasse et que le mouvement souverainiste est encore vivant.

Le 15 septembre dernier, le premier ministre Charest est revenu de la conférence fédérale-provinciale-territoriale sur la santé avec une soi-disant victoire du fédéralisme asymétrique. Pourtant, la santé est de compétence provinciale et le Québec bénéficie déjà de nombreuses asymétries (code civil, ententes en matière d'immigration, langue, etc.) dont il n'a d'ailleurs pas l'exclusivité. L'autodétermination d'une nation ne peut s'accommoder de simples asymétries de ce genre. L'impasse constitutionnelle demeure. Et malgré que le premier ministre Paul Martin ait admis – était-ce un lapsus ? – l'existence de la nation québécoise, il n'y a rien qui annonce quelque changement sur le plan constitutionnel. L'approche du PLQ et du PLC en est donc une de gestion cosmétique du statu quo et elle ne réussira sans doute pas à mystifier la population québécoise.

Révision des programmes des partis

Le PQ est dans l'opposition depuis 18 mois et la Saison des idées lancée par le chef Bernard Landry en laisse plusieurs sur leur faim. On remarque toutefois une importante et publique remise en question de l'étapisme adopté en 1974 devant le constat élémentaire : le fédéral a triché. Par ailleurs, il commence à se profiler un certain discours critique – quoique relativement timide – des effets négatifs de la globalisation. C'est au congrès de juin 2005 que l'on pourra mieux évaluer les résultats de cette démarche. On sent clairement cependant que la direction du parti espère encore reprendre le monopole de l'ensemble du mouvement souverainiste, ce qui serait irréaliste de l'avis de plusieurs qui souhaitent plutôt le développement d'une stratégie commune.

Le 16 septembre, le parti de la droite radicale de M. Mario Dumont, l'Action démocratique du Québec (ADQ) a mis un terme à 10 ans de moratoire sur la question nationale. Rappelons qu'elle avait fait partie de l'alliance PQ-BQ-ADQ pour le « oui » en 1995. Lors d'un congrès, le parti s'est prononcé pour une orientation autonomiste et pour l'établissement d'une Constitution d'un État autonome sans toutefois rompre avec le lien fédéral, une sorte de confédération selon M. Dumont. La démarche d'affirmation de l'ADQ s'appuie sur ce qu'il est convenu d'appeler les revendications historiques du Québec portées par tous les premiers ministres qui se sont succédé depuis 40 ans. Pourtant, ces revendications ont été rejetées par les provinces canadiennes (Accords du Lac Meech en 1990 et Charlottetown en 1992). Par ailleurs, l'ADQ n'a pas de stratégie pour réaliser son projet qui a plutôt l'apparence d'un retour en arrière. Cette option présente malgré tout un certain potentiel de rupture en ce sens que plusieurs dernières chances ont déjà été données au gouvernement fédéral.

Le débat s'élargit

Le 15 septembre a eu lieu un important débat organisé par le club politique Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ Libre). Y participaient entre autres l'ancien PM Jacques Parizeau, qui venait de lancer sa proposition de stratégie (qualifiée à tort d'élection référendaire) et Amir Khadir, porte-parole de l'Union des forces progressistes (UFP), dont le quotidien Le Devoir venait de publier un extrait de la position de l'UFP. Parizeau propose l'élaboration d'une Constitution provisoire par l'Assemblée nationale à soumettre éventuellement à un référendum dont l'adoption scellerait l'acte de naissance du pays. Une Assemblée constituante serait par la suite convoquée pour rédiger une Constitution permanente. L'UFP propose, dès l'élection d'un parti ou d'une coalition souverainiste, la convocation, d'une Assemblée constituante qui devra rédiger une Constitution à soumettre ensuite à un référendum. La démarche que propose l'UFP serait l'occasion de faire en sorte que la souveraineté soit d'abord et avant tout formulée par peuple. Elle marquerait, dès le départ, la rupture avec l'ordre constitutionnel canadien et la monarchie. Elle enclencherait un formidable exercice de pédagogie populaire et de démocratie participative.

Le 20 septembre avaient lieu des élections complémentaires dans quatre circonscriptions, dont trois à Montréal et une à Québec. Fait à signaler, l'UFP s'est taillé une troisième place devant l'ADQ dans deux cas, soit Gouin (8 % des voix) et Laurier-Dorion (5 %). Le jeune parti a ainsi prouvé qu'il est là pour de bon. L'appui officiel du mouvement Option citoyenne (OC) de Françoise David et François Saillant marque un pas de plus dans les rapprochements des deux groupes qui ont indiqué leur intention de fusionner au printemps 2005. Au cours de l'été, certains nationalistes ont durement et injustement critiqué la soi-disant position d'OC sur la question nationale qui dans les faits a simplement posé les questions à débattre au congrès de novembre où aura lieu un réel débat sur la question nationale en lien avec la question sociale.

Les 1er et 2 octobre, le Conseil de la Souveraineté a tenu à Québec un Forum national sur le thème de la gouvernance souverainiste. Bien que tous les courants y étaient présents, plusieurs ont déploré que l'UFP n'ait pas été invitée à prendre la parole. Le Conseil se veut une institution transpartisane dont le principal mandat est de favoriser le débat sur la stratégie pour parvenir à la souveraineté. Lors du Forum, la rupture avec l'étapisme et le mandat du bon gouvernement provincial a fait l'unanimité. De plus, il a été clairement affirmé que le projet de pays n'est pas l'affaire d'un seul parti ni même des seuls partis, mais bien l'affaire de tout le peuple québécois. Un mandat pour enclencher le processus doit être sollicité lors de la prochaine campagne électorale. Comme le gouvernement fédéral a démontré qu'il ne respecte pas le droit de la nation québécoise de décider elle-même de son avenir, il faut chercher la légitimité auprès de la nation et de la communauté internationale. Plusieurs ont réclamé une coalition électorale afin de ne pas diviser le vote devant l'urgence nationale, notamment le député et ancien ministre péquiste Jean-Pierre Charbonneau. Plusieurs militants de la base du PQ sont ouverts à cette idée, mais pas la direction du parti. D'ici les prochaines élections, la gauche québécoise, qui privilégie pour le moment le débat sur la stratégie, puisque de cela dépend tout le reste, aura fait un autre pas important dans son développement. Parions qu'elle aura augmenté considérablement son rapport de force. La gauche du Canada anglais, toutes tendances confondues, peut également apporter une importante contribution dans la sensibilisation de ses concitoyens à la question nationale québécoise.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Construction d'un parti de gauche au Québec : davantage qu'un simple véhicule politique, c'est tout un processus qui est en marche. (Sept-oct 2004)

Par Pierre Dostie

Devant le néolibéralisme triomphant, le principal obstacle à l'émergence de la gauche sur la scène politique québécoise est la dispersion de ses composantes et la faible unité de ses foyers. Le rassemblement et l'unité des progressistes amorcés ces dernières années sous l'impulsion de l'Union des forces progressistes (UFP) sont un projet à long terme. Il pose le double défi de l'élaboration d'une alternative politique et de la construction d'un véhicule porteur de ce projet. La fondation de l'UFP est une contribution importante à ce processus, qui impliquera dans les prochains mois d'autres composantes de la gauche québécoise. Pour réussir, le parti qui en résultera devra rester en phase avec divers processus et incarner dans sa structure comme dans sa pratique, la diversité de ses composantes ainsi que les principes et les valeurs qu'il propose.

Interdépendance des processus

Au congrès de l'UFP de mai 2004, une importante résolution a été adoptée qui reconnaît « le principe d'interdépendance qui lie les individus, les nations, leur environnement et toutes leurs actions respectives ». Ce principe écosystémique ne vaut pas que pour la plate-forme écologique du parti. Il signifie que tous les systèmes et tous les processus sont inter reliés et qu'ils s'inter influencent. Ainsi, la lutte contre le néolibéralisme, le développement et le renforcement des mouvements sociaux, le rassemblement et l'unité des progressistes, la construction d'un grand parti progressiste de masse, sont des processus dont le développement, qui se réalise par phases, est inter relié. De plus, une action collective consciente ajustée aux phases de ces processus peut en accélérer le développement qualitatif et quantitatif.

Du néolibéralisme à l'altermondialisme

Le développement et la restructuration du capitalisme industriel et financier au stade de la globalisation, dont le néolibéralisme est l'expression idéologique, est le processus ultime qui détermine actuellement l'ensemble des rapports sociaux et des rapports des humains au travail, à la nature, à leur l'environnement. Cette restructuration génère une extraordinaire concentration des pouvoirs et des richesses à l'échelle de la planète, qui soumet même les États nationaux aux exigences des entreprises (que ce soit par le moyen d'ententes commerciales, d'alliances politiques ou militaires ou à défaut, par le moyen de guerres d'agression), et qui compromet non seulement les acquis sociaux, les mécanismes de protection sociale, mais également la protection des écosystèmes, la paix mondiale et à terme, la survie de l'humanité.

C'est la réalité de la globalisation néolibérale qui a occasionné un repositionnement à droite de la plupart des partis politiques d'Amérique et d'Europe, y compris ceux qui se

définissaient comme socio-démocrates. C'est également devant le discours unique du rouleau compresseur néolibéral, et devant l'urgence de sauver la planète que se pose depuis quelques années la nécessité de l'unité la plus large possible de toutes les forces progressistes (au Québec, au Canada, en Amérique, à l'échelle mondiale). C'est un enjeu central, un processus incontournable. Les défis posés par la globalisation sont colossaux, que l'on pense seulement au partage des richesses et à la démocratie participative sur le plan politique, économique ou social. Les séances de travail du Forum social mondial qui se tiennent en marge des travaux de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), du FMI (Fonds monétaire international) et de la BM (Banque mondiale), sont des espaces de recherche d'alternatives. Nous sommes encore bien loin d'un projet de société alternatif. Si le socialisme demeure une alternative au capitalisme, les modèles de référence sont éclatés et il y a lieu de les renouveler.

Il y a quelques années seulement, les progressistes se disaient opposés à la « mondialisation », puis à la « mondialisation néolibérale ». Aujourd'hui, ils et elles se disent « altermondialistes » et recherchent un relais politique qui permettra la réalisation des politiques alternatives en élaboration.

Les mouvements sociaux, le parti et l'enjeu du pouvoir

Devant l'ampleur de ces défis, nous sommes encore bien loin du « grand soir » et la lutte ne fait que commencer. Passer de la résignation devant les pouvoirs apparemment implacables des transnationales et de leurs mécanismes internationaux de régulation des « marchés », à la résistance et enfin à la lutte offensive, est un processus laborieux qui comporte son lot d'expérimentations, d'avancées et de reculs.

La soumission des partis politiques traditionnels à la nouvelle gouvernance (c.f. la dictature du privé), a miné la confiance de la population en la politique et amené les forces vives de la société civile à revaloriser le pouvoir citoyen. Les mouvements sociaux favorisent un sain recadrage démocratique par la base, mais qui a ses limites.

Le pouvoir politique demeure le moyen de transformer les revendications des progressistes en réalisations. Il peut également permettre, par des solutions ou des approches nouvelles, le déblocage de la question nationale québécoise et la réalisation des aspirations des nations autochtones, deux processus historiques actuellement dans l'impasse. Le pouvoir peut permettre le développement de politiques d'équité entre les sexes dans tous les domaines, de mettre en place des programmes qui s'attaquent à la racine de la violence faite aux femmes et aux groupes vulnérables de la société.

Cependant, le pouvoir politique n'est pas seulement électoral. Un parti au gouvernement doit composer avec les pouvoirs des lobbies, des divers mouvements sociaux, des associations patronales, des agences de financement, etc. Un parti progressiste au pouvoir, sans un mouvement social progressiste fort, serait-il en mesure d'appliquer ses politiques? Un mouvement social fort, sans un relais politique, aurait également ses limites à obtenir des politiques progressistes. D'où l'interdépendance entre le processus

de construction d'un parti progressiste et celui qui consiste à développer et renforcer les mouvements sociaux.

Face à l'enjeu du pouvoir, les mouvements sociaux peuvent contribuer à la création d'un parti progressiste tout en préservant leur indépendance. De son côté, le parti doit se percevoir en interaction avec ceux-ci et s'inscrire dans une dynamique d'indépendance et de complémentarité, de reconnaissance et d'influence mutuelles. Il doit rechercher sa pertinence sur le front politique et électoral, dans ses rapports avec les mouvements sociaux et citoyens. Il ne doit surtout pas limiter son action à la scène électorale. Parti de la rue autant que des urnes, il doit lutter aux côtés des mouvements sociaux sur les enjeux qui les mobilisent et assumer la responsabilité de porter leurs revendications sur le front politique tout en les intégrant à un projet global de société. La force et la vitalité des mouvements sociaux peuvent être un garde-fou contre la dérive éventuelle d'un parti progressiste, qu'ils accepteraient d'appuyer. C'est pourquoi l'une des tâches d'un parti progressiste, même en construction, est d'encourager non seulement l'éducation politique au sein des mouvements sociaux, mais aussi le renforcement des mouvements sociaux et leur indépendance par rapport aux partis et aux gouvernements.

L'avenir de la gauche passe donc par de nombreux processus inter reliés. Les mouvements sociaux ont besoin d'un débouché politique et le parti en émergence a besoin de leur appui. Sans ce soutien mutuel, la gauche restera marginale, la droite aura l'avantage et la lutte au néolibéralisme stagnera.

L'unité des progressistes dans la diversité : l'enjeu central

Devant l'urgence de sauver la planète, et ce qui reste de l'État et du bien commun, se pose plus que jamais la nécessité de l'unité la plus large possible de toutes les forces progressistes. Au stade actuel, encore bien peu avancé, de la lutte au néolibéralisme, du rassemblement des progressistes, de la formulation d'une alternative politique et de la construction d'un parti de masse, les progressistes du Québec ont la responsabilité historique de réaliser l'unité sur la base d'enjeux vitaux. Cette unité doit cependant reposer sur la reconnaissance réelle et la mise à contribution de leurs différences. La diversité de la gauche est essentielle pour favoriser les débats qui font naître les solutions originales, et émerger les consensus solides.

L'UFP, qui se définit elle-même comme un parti-processus, a choisi lors de sa fondation, de se doter d'une structure fédérée qui a permis non seulement une coexistence entre les différentes tendances, qui se veulent le reflet de la diversité de la gauche, mais surtout qui a favorisé l'émergence d'une culture politique commune, laquelle est palpable lors des assemblées du Conseil de l'Union et des Congrès. Une culture qui a permis à la gauche politique québécoise de faire un saut qualitatif sans précédent et de prendre une grande maturité. La prise en charge par les membres à la base, la recherche d'une place au moins égale aux femmes dans les instances et la direction collégiale du parti sont des efforts pour actualiser en son sein, les valeurs et principes progressistes mis de l'avant dans sa plate-forme.

Le SPQ Libre (Syndicalistes pour un Québec libre) cherche à travers son club politique syndicaliste au sein du PQ, à faire reconnaître une certaine diversité au sein d'un parti qui tente de se donner du vernis après avoir anéanti son aile gauche. Nous verrons à l'expérience si ce genre de club a des chances de succès au PQ ou s'il ne trouverait pas un terrain plus propice au sein d'un parti progressiste. L'arrivée sur la scène politique partisane du nouveau mouvement Option citoyenne relève également d'un processus de politisation d'un secteur de la gauche populaire et féministe, qu'il est nécessaire de respecter et avec lequel il est impératif de rechercher l'unité. Il est remarquable que ce processus se soit d'emblée inscrit dans un processus unitaire avec l'UFP et réciproquement. Ce processus pourrait éventuellement rallier de nombreux éléments du Parti Vert et de SPQ Libre.

L'UFP et Option citoyenne entrent déjà des débats sur la question nationale, que chacune à sa façon aborde différemment du PQ. La question de la structure du parti, et celle de la chefferie, en lien avec la représentation de la diversité de la gauche, la dynamique des tendances et les processus de convergence, seront sans doute à l'ordre du jour des discussions qui s'amorceront cet automne entre les deux organisations. La gauche politique québécoise a réussi jusqu'ici à briser le cercle vicieux des luttes fratricides en mettant l'accent « sur ce qui nous unit, qui est bien plus grand que ce qui nous divise ». Elle s'inscrit de plus en plus dans une continuité historique. Mais rien n'est acquis. Elle devra encore faire preuve de discernement pour distinguer l'essentiel de l'accessoire, de clairvoyance pour mener les batailles à court terme et de patience et de persévérance pour les enjeux à long terme. Les mois qui viennent seront l'occasion d'un important test de maturité dans cette nouvelle phase décisive de sa croissance.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Identité nationale, indépendance et combat social ! (mai-juin 2005)

Par Pierre Dostie et Bernard Rioux

La lutte pour l'indépendance de la nation québécoise est étroitement reliée aux luttes progressistes, pacifistes et altermondialistes. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'opposition a été si forte au Québec contre la participation du Canada à la guerre d'agression en Irak ou au bouclier antimissile. Le mouvement souverainiste est toutefois traversé par des contradictions et des stratégies qui s'opposent, entre autres face à la globalisation.

Le 15 mars 2003, à Montréal, 250 000 personnes ont répondu à l'invitation du Collectif Échec à la guerre et ont marché dans le centre-ville pour crier haut et fort leur opposition à la guerre d'agression de Washington contre l'Irak. Ailleurs au Québec, c'est 40 000 personnes mobilisées dans les principales villes. Des secteurs importants de la population du Québec ont rejeté cette guerre et sont descendus dans la rue.

Au début de novembre 2004, les résultats d'un sondage CROP-Environics, réalisé en début de septembre, révélait que si 52% des canadiens et 65% des Québécois s'opposaient fortement au projet de bouclier antimissile. Cette opposition populaire, en plus d'être relayée par le Bloc Québécois, a même réussi à franchir les frontières du Parti libéral et se gagner l'appui de la section québécoise du PLC.

Nationalisme et position de classe

Aujourd'hui, les secteurs populaires de la nation québécoise se définissent autour d'un mouvement pour l'indépendance du Québec. La bourgeoisie québécoise, elle est massivement fédéraliste et se définit comme canadienne, canadienne-française ou défend une position de multiplicité d'identités nationales. Mais lorsque la question devient un enjeu politique, son ralliement à l'État canadien est écrasant. Les travailleuses et travailleurs organisés dans le mouvement syndical sont massivement indépendantistes et se définissent comme Québécois et Québécoises et comme solidaires des luttes des peuples du monde.

L'identité nationale au Québec est une identité stratifiée. Elle est le produit de l'oppression nationale et de la résistance à l'oppression. Depuis les années 1960, une majorité des francophones et les immigrant-e-s qui se sont intégré-e-s à la majorité francophone ont commencé à définir leur identité comme primordialement québécoise. Mais l'oppression nationale ne produit pas seulement l'opposition et la résistance, elle produit également l'écrasement, la désorientation et le ralliement à la nation dominante. Les Québécois-e-s francophones restent partagé-e-s entre des identités multiples : l'identité canadienne, l'identité canadienne-française et l'identité québécoise. Et cela d'autant plus, que la stratégie de la bourgeoisie canadienne n'a pas été une stratégie d'exclusion, mais une stratégie d'assimilation des élites canadiennes-françaises.

Le mouvement souverainiste québécois, dirigé par le PQ, est constamment miné par cette contradiction. Bien qu'obligé, pour asseoir sa domination sur le mouvement national, de se présenter comme le défenseur des aspirations nationales du peuple québécois, le PQ, dans une vaine tentative de construire son hégémonie chez la bourgeoisie québécoise, cherche à maintenir le partenariat économique et politique avec l'État canadien et l'intégration capitaliste nord-américaine dans le cadre de l'ALENA. L'illusion péquiste essentielle est que la lutte de la

nation québécoise pour son indépendance peut se réaliser sans remettre en question le capitalisme, à l'ombre du maintien d'un État qui assure son oppression, et avec l'appui des États-Unis.

Une stratégie alternative au cul-de-sac péquiste !

L'indépendance, la rupture avec l'État fédéral, n'est pas le programme de la bourgeoisie québécoise. Le programme des secteurs nationalistes de la bourgeoisie, c'est, au mieux, l'autonomisme. Mais les aspirations indépendantistes conservent un pouvoir mobilisateur dans les classes ouvrière et populaires, car ces dernières lient spontanément leurs aspirations nationales à leurs aspirations sociales, à une société plus juste, plus égalitaire et plus solidaire.

Pourquoi ? Parce que l'indépendantisme québécois a constitué la forme prise par l'indignation sociale des classes ouvrière et populaires contre l'oppression nationale et l'exploitation du grand capital. La remontée de la lutte de masse pour un nouveau projet de société plus équitable, plus égalitaire va relancer la lutte pour l'indépendance. Pas étonnant que, ces dernières années, cette montée de la lutte de masse et des sentiments indépendantistes se soit concrétisée dans l'opposition au projet de guerre de l'impérialisme américain. Cette opposition s'appuyait sur des sentiments très profonds dans le peuple québécois que le sort d'un peuple ne peut être le fait d'une puissance étrangère et sur une opposition historique contre les guerres des empires contre les droits des peuples.

Dans le contexte de la mondialisation capitaliste, ce que démontre la force des mobilisations antiguerre au Québec, c'est que la redéfinition de l'identité nationale québécoise commune ne se fait pas d'abord par le rappel des racines francophones, mais par le ralliement autour d'un projet de société égalitaire de la majorité populaire luttant pour son indépendance. Ce que dessine comme perspectives les mobilisations pacifistes ou sociales, c'est celle d'un peuple qui désire se donner un pays indépendant et démocratique intégrant tant les aspirations nationales que sociales.

Ce que reflète la force de ces mobilisations, c'est que l'identité québécoise, malgré des directions nationalistes qui tentent de les assujettir à d'autres fins, vise l'intégration de tous les éléments égalitaristes apportés par chacun des peuples du monde dans la lutte contre le système d'exploitation capitaliste. Il en découle que l'intégration économique, politique et sociale des minorités ethniques au Québec passe par la lutte contre la surexploitation, pour le droit au travail et contre la discrimination sur toutes ces formes.

Lutter contre la marginalisation économique c'est lutter pour le plein emploi, c'est lutter pour la réduction massive de la semaine de travail sans baisse des salaires ; c'est créer les conditions juridiques de l'élargissement de l'accès à la syndicalisation.

Lutter contre la discrimination linguistique, c'est définir une vraie politique de francisation de la langue de travail pour l'ensemble des entreprises, et particulièrement pour les petites entreprises. La promotion du français comme langue nationale du Québec doit viser à l'intégration de tous et toutes à la vie d'une société démocratique, égalitaire et solidaire. Dans une société pluraliste, une langue commune facilite la participation de tous et toutes aux débats démocratiques.

En somme, lutter pour une véritable libération nationale, c'est le contraire d'une démarche nationaliste qui veut gommer les différences de classes et se servir des réalités identitaires pour protéger le statu quo social. Lutter pour une véritable libération nationale, c'est placer la

démarche de souveraineté populaire au cœur de la démarche indépendantiste. Et dans une telle perspective, tous les espoirs sont permis.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Élection d'une Assemblée constituante : une stratégie rassembleuse, profondément démocratique et porteuse d'un projet de pays progressiste pour le Québec (sept-oct 2005)

Par Pierre Dostie

La perspective d'une Assemblée constituante, réclamée par les Patriotes de 1837, puis par les États généraux de 1966-69, apparaît aujourd'hui plus que jamais pertinente comme élément central d'une nécessaire redéfinition du cadre stratégique de la lutte pour l'indépendance du Québec, que le PQ cherche encore à monopoliser malgré l'échec répété de sa stratégie et malgré l'indéniable pluralité politique du mouvement souverainiste.

Opération cosmétique au congrès du PQ

Le Congrès du PQ de juin dernier en a déçu plusieurs. De nombreuses voix réclamaient une rupture claire avec la stratégie du « bon gouvernement provincial » voulant qu'une fois les « conditions gagnantes » réunies, un référendum sur la souveraineté soit tenu, que les élites tenteraient de faire adopter par une opération de « marketing ». Le congrès a plutôt réitéré sa stratégie référendaire. En outre, un gouvernement du PQ ferait adopter par l'Assemblée nationale, un projet de Constitution qui prendrait effet au lendemain de la victoire d'un « oui ». De plus, le gouvernement préparerait diverses politiques nationales dans la perspective d'un Québec souverain, qui seraient soumises à la discussion lors de forums publics. Une coalition souverainiste semble envisagée, mais seulement après l'élection du PQ et en vue de la campagne référendaire qui suivrait. Selon cette stratégie, le gouvernement et, en définitive le PQ, se conserve la mainmise sur l'ensemble du processus.

Souveraineté du peuple par l'Assemblée constituante

Pour être légitime, le processus qui mènera à la souveraineté du Québec devra être profondément démocratique, transparent et transpartisan. La campagne électorale qui mènera un parti ou une coalition souverainiste au pouvoir devra principalement porter sur le processus d'accession à l'indépendance, processus dont cette campagne ne sera qu'une première étape. La seconde devra être l'occasion pour le peuple de participer directement et souverainement, non pas à un forum consultatif, mais à une Assemblée constituante vouée à l'élaboration d'une Constitution. L'Élection d'une Assemblée constituante est donc un acte démocratique par excellence, un acte à la fois de rupture avec le statu quo du régime fédéral canadien et un acte réellement fondateur : « Avancer vers une Constitution, c'est donc reconnaître que le peuple québécois est souverain et qu'il possède l'autorité constituante »⁵. La tenue d'un référendum ultérieur serait justifiée pour la ratification de la Constitution. Cette stratégie d'appropriation (*empowerment*) par le peuple de la souveraineté est de plus parfaitement compatible avec la loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec adoptée par l'Assemblée nationale en réponse à la loi fédérale sur la « clarté référendaire ».

⁵ Union des forces progressistes (UFP). Une Assemblée constituante pour tracer les contours du Québec que nous voulons. Juillet 2005. Document de travail.

Coalition électorale souverainiste

La formation d'une coalition électorale souverainiste offrirait l'avantage de rassembler l'ensemble du peuple sur la stratégie. Elle permettrait également d'espérer une majorité absolue (50% +1) dès l'étape de l'élection. Pour certains, cette majorité ainsi acquise procurerait à elle seule la légitimité qu'il faudrait à l'Assemblée nationale pour déclarer unilatéralement l'indépendance. « Un pacte a de plus l'avantage de témoigner de la maturité du peuple québécois pour s'entendre sur les institutions à créer, dont le cadre politique du 'vivre ensemble' »⁶.

Un cadre stratégique global

Le pouvoir effectif de l'Assemblée constituante lui confère un caractère démocratique incontestable. Composée également d'hommes et de femmes éluEs au suffrage universel, direct et proportionnel par l'ensemble des mouvements sociaux démocratiques de toutes les régions, communautés culturelles, etc., elle pourrait en outre comprendre des observateurs des nations autochtones du Québec. Ces dernières seraient invitées à tenir des Assemblées similaires, en vue de définir leur propre Constitution dans le cadre d'un Québec souverain et en vue de jeter les bases de traités de réconciliation de nation à nation. Enfin, une Constitution n'est pas un mandat de négocier dont on peut facilement contester le bien-fondé, la portée et la légalité.

Perspectives pour la gauche

« La démarche de souveraineté populaire authentique liant les revendications sociales et nationales aurait un fort pouvoir de mobilisation »⁷. Pour la gauche québécoise, cette mobilisation serait l'occasion d'accorder une place centrale aux droits collectifs, ainsi qu'aux droits économiques et sociaux dans la Constitution. Outre la définition du régime politique (on peut penser républicain), la démocratie participative et la démocratie économique sont des thèmes que la gauche ne manquerait certainement pas d'aborder.

La lutte pour l'indépendance du Québec se situe dans le prolongement des luttes sociales. Une victoire du « oui » lors d'un référendum n'assure pas en soi la réussite de ce projet, qui dépend surtout d'une large mobilisation populaire. Un projet de pays n'est pas le projet d'un parti, ni même celui d'un gouvernement ou d'un parlement. Il ne peut être élaboré que par le peuple lui-même, inspiré par la maturité des partis et mouvements qui le représentent. Seul le peuple pourra défendre efficacement le projet de pays, s'il est le sien, contre la répression des empires ou contre les dérives des fossoyeurs qui ont intérêt à maintenir les conditions de l'oppression.

Le mouvement Option Citoyenne tiendra une importante rencontre nationale les 21-23 octobre, qui portera principalement sur la question nationale. Nous avons de bonnes raisons de croire qu'il adoptera une position compatible avec celle de l'UFP avec lequel un congrès de fusion est prévu en janvier 2006. Le nouveau parti progressiste qui en résultera a bien des chances de faire une percée aux prochaines élections générales et ainsi d'exercer un rapport de force significatif au sein des forces souverainistes en faveur de l'Assemblée constituante.

TABLE DES MATIÈRES

⁶ Bariteau Claude. Impasses référendaires en vue - La voie électorale pour contourner le dispositif canadien. Le Devoir, 30 mai 2005.

⁷ Union des forces progressistes. Op. cit..

Les choix stratégiques de la gauche québécoise (nov-déc 2005)

Par Pierre Dostie

Les progressistes ont-ils avantage à investir les grands partis néolibéraux et à tenter de les influencer ou bien vaut-il mieux construire patiemment un parti alternatif ? Ce dilemme a longtemps été entretenu par le Parti québécois (PQ) qui cherche par tous les moyens à conserver sa mainmise sur l'ensemble des forces souverainistes. L'actualité politique de l'automne est l'occasion de voir à l'œuvre les tenants des deux stratégies, celle de la coalition interne au sein du PQ dont fait partie le club politique Syndicalistes et progressistes pour un Québec Libre (SPQL), et celle de l'émergence d'un parti de gauche autonome, représentée par l'Union des forces progressistes (UFP) et Option citoyenne (OC) qui préparent leur fusion prochaine.

L'impasse de la coalition interne

Le mode de scrutin actuel ne favorisant pas l'émergence de tiers partis, les tenants du SPQL ont choisi d'investir le PQ dans le but de déloger le gouvernement Charest le plus rapidement possible et d'enclencher le processus menant à la souveraineté. Comme le disait Pierre Dubuc : « La démarche du SPQ Libre est basée sur une analyse qui attribue la défaite du Parti Québécois au fait que l'électorat progressiste l'a boudé aux dernières élections, mécontent de son virage néolibéral et de sa tiédeur sur la question nationale. Il est donc essentiel de réajuster le tir afin de ramener les progressistes au Parti »⁸. Principal instigateur de ce club politique, Dubuc s'est lancé dans la course à la chefferie avec huit autres candidats. Jusqu'ici, l'exercice plutôt terne est dominé par André Boisclair, un « jeune vieux » qu'il avait d'ailleurs comparé à Mario Dumont de l'ADQ.

Au congrès de juin dernier, le PQ a reconnu le SPQL parce qu'il veut se présenter comme un parti capable de rassembler l'ensemble des souverainistes en son sein. Malheureusement, cette reconnaissance pourrait bien ne s'avérer qu'un « carré de sable » pour les membres de SPQL qui risquent de faire peu de gains tout en contribuant à redorer l'image du PQ. Les progressistes semblent avoir plutôt les yeux tournés vers l'UFP et OC dont la fusion accentuera la rupture avec le PQ. Jusqu'ici, la candidate et les candidats à la chefferie ont débattu à savoir s'ils feraient oui ou non alliance avec ce nouveau parti.

Construire un vrai et grand parti progressiste

Les membres de l'UFP et d'OC ont déjà ratifié plusieurs ententes sur les statuts et le fonctionnement du futur parti, sur l'économie, l'écologie et les valeurs féministes, etc. Au moment d'écrire ces lignes, Option citoyenne se prépare à adopter une position sur la question nationale, condition sine qua non pour le processus d'unification.

⁸ Dubuc, Pierre. Appel aux syndicalistes et progressistes. Le 16 septembre 2005.

Entre-temps, l'UFP a amorcé une précampagne pour les élections complémentaires dans les circonscriptions d'Outremont et de Verchères. Une troisième, Sainte-Marie—Saint-Jacques, pourrait s'ajouter dans les prochaines semaines. Omar Aktouf, professeur réputé de l'École des Hautes études commerciales (HEC), et candidat de l'UFP dans Outremont (appuyé par OC), a commencé à faire les manchettes des médias en réclamant une taxe sur les profits des pétrolières.

Contrairement au PQ qui favorise une approche de marketing pour « vendre » la souveraineté aux Québécois, les progressistes misent d'abord sur la démocratie participative, par exemple la convocation d'une Assemblée constituante. Dans cette optique, la mobilisation populaire a l'avantage de lier l'indépendance aux luttes sociales et d'offrir une meilleure protection contre les tentatives de déstabilisation du processus. Pour l'heure, la priorité de la gauche est de s'enraciner dans la population. Si elle envisage éventuellement des alliances stratégiques avec d'autres partis, même le PQ, ce sera sur la base de sa stratégie. Mais jamais elle ne renoncerait à son indépendance pour coaliser « de l'intérieur » avec des conservateurs ou des néolibéraux. C'est pour elle, malgré les apparences, le chemin le plus court vers l'indépendance d'un Québec progressiste.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Avec la fusion de l'UFP et d'OC la gauche politique québécoise franchit un autre pas historique (Mars-avril 2006)

Par Pierre Dostie

Depuis bientôt 10 ans que la gauche québécoise se rassemble, développe un courant unitaire et additionne ses forces. Elle vient de franchir un autre pas important dans la construction d'un grand parti progressiste qui soit une alternative aux partis néolibéraux. Un nouveau parti, *Québec solidaire*, issu de la fusion de l'*Union des forces progressistes* (UFP) et du mouvement *Option citoyenne* (OC), a été accueilli dans une atmosphère de fête par les quelque 1,000 personnes présentes au congrès de fondation tenu à Montréal du 3 au 5 février dernier. Avec ses cinq à six mille membres enracinés dans toutes les régions, QS dispose d'une organisation capable de susciter et d'accueillir une nouvelle vague de recrutement. Il dispose de deux ans seulement pour se doter d'une plate-forme électorale et d'une organisation en vue du prochain rendez-vous électoral de 2007.

Les négociations entre l'UFP et OC ont nécessité 13 rencontres formelles étalées sur un peu plus d'une année. D'emblée, le choix a été fait de s'entendre sur une déclaration de principes devant éventuellement guider l'élaboration d'une plate-forme politique, en puisant pour ce faire dans le patrimoine des deux organisations. De plus, le congrès de fondation se devait d'adopter des statuts conformes à ces principes, qui assureront le bon fonctionnement du parti. Depuis un an, les deux organisations ont également travaillé ensemble sur le terrain en tenant des activités conjointes et en appuyant diverses luttes sociales. Ils ont élaboré des prises de position communes sur divers sujets, dont un mémoire sur le développement durable et un autre sur la réforme du mode de scrutin. Cet apprivoisement a permis de constater qu'il y avait entre eux une complémentarité certaine, qui reflète encore davantage la population québécoise. L'UFP est porteuse de l'expérience des partis préexistants et fusionnés en 2002. Elle regroupe bon nombre de jeunes du mouvement altermondialiste. Elle a mené des campagnes électorales en étroite relation avec le travail « de la rue ». Elle est composée d'une majorité d'hommes (60%). Option citoyenne est issue d'une politisation, au sens partisan, d'une importante composante du mouvement féministe, ce qui explique que les femmes en composent les deux tiers. Elle regroupe de nombreuses personnes issues des mouvements populaires et communautaires. Si l'on retrouve un certain nombre de militants syndicaux des deux côtés, le défi du nouveau parti sera certainement de faire une percée significative de ce côté.

Le nouveau parti se dit écologiste, de gauche, démocrate, féministe, altermondialiste, pluriel et en faveur d'un Québec souverain et solidaire. Il est également favorable à la reconnaissance des droits ancestraux et territoriaux des nations autochtones. Entièrement voué « à la défense et à la promotion du bien commun », il fera primer

« l'intérêt de la collectivité sur l'intérêt d'une minorité possédante (...) en s'opposant au néolibéralisme, cette version moderne du capitalisme, qui domine nos sociétés et hypothèque leur avenir, comme celui de la planète ».⁹

L'un des défis les plus importants d'un parti émergeant comme *Québec solidaire* est sans doute la cohérence et la congruence de ses pratiques quotidiennes avec les principes et valeurs qu'il met de l'avant, à commencer par les rapports entre les sexes. Si ce parti n'a pas peur de réinventer les modalités de la politique, il contribuera à donner le goût de s'y engager. Un texte conjoint sur le fonctionnement du nouveau parti, adopté par les instances de l'UFP et de OC, précise quelques-unes de ces valeurs centrales : la démocratie participative se traduisant par la prise de parole et l'influence réelle des membres et de toutes ses instances; le pluralisme au niveau des personnes et des collectifs; la représentation paritaire des hommes et des femmes recherchée à tous les niveaux; la promotion de véritables rapports de coopération, que ce soit dans les délibérations ou les processus décisionnels; la direction assumée collectivement; le droit de dissidence individuelle et collective dans le respect du processus démocratique; la charte mondiale des femmes pour l'humanité comme source d'inspiration constante : l'égalité, la solidarité, la justice, la liberté et la paix.

Enfin, la naissance de *Québec solidaire* s'inscrit dans un long processus, loin d'être terminé, qui de plus est étroitement lié au développement des luttes sociales sur tous les fronts. Son rôle politique sera non seulement d'en être le digne débouché sur la scène électorale, mais aussi de contribuer à celles-ci par des appuis politiques et une présence réelle « dans la rue » avec ceux et celles qui se battent pour défendre leurs droits, protéger l'environnement et démontrer qu'« un autre Québec, et un autre monde sont possible ».

[TABLE DES MATIÈRES](#)

⁹ Déclaration de principes.

Le défi électoral de Québec solidaire (juil-août 2006)

Par Pierre Dostie

Le nouveau parti progressiste Québec solidaire, issu de la fusion de l'Union des forces progressistes et d'Option citoyenne, a franchi son premier test électoral lors des élections complémentaires du 10 avril dernier. Les élections générales, que l'on anticipe à l'automne 2006 ou au plus tard au printemps 2007, représenteront sans aucun doute un défi colossal, qui forcera le jeune parti en pleine croissance – voire en implantation en plusieurs endroits – à mettre les bouchées doubles, tout en cherchant à faire de la politique autrement.

Une partielle exemplaire

À peine un mois après sa fondation en février 2006, Québec solidaire entreprenait une campagne électorale de six semaines dans le cadre des élections complémentaires de la circonscription de Sainte-Marie—Saint-Jacques, laissée vacante par la démission du député André Boulerice du Parti Québécois. C'est Manon Massé, une travailleuse communautaire à l'emploi d'un centre de femmes de Laval, et l'une des figures connues de la Marche mondiale des femmes, qui porta les couleurs du parti dans cette circonscription de l'île de Montréal, qui compte parmi les priorités du parti.

Comptant sur plus de 200 militant-e-s bénévoles (dont près de la moitié à leur première expérience électorale), une direction de campagne collective composée de 16 personnes (majoritairement des femmes), un budget respectable de 40,000 \$, Manon Massé a fait ce qui est reconnu de toute part comme une excellente campagne : porte à porte intensive (plus de 1,000 ménages rencontrés par la candidate), assemblées publiques dont une assemblée de consultation de la population locale sur le programme, pointage, conférences de presse, etc. La campagne a de plus bénéficié de l'appui du Conseil central de Montréal de la Confédération des syndicats nationaux et de nombreuses personnes issues des mouvements sociaux de toutes sortes. Bien entendu, les deux porte-parole nationaux, Françoise David et Amir Khadir, y ont fait de nombreuses apparitions.

Les résultats de 22 % le jour du vote ont conduit la presse nationale à titrer unanimement que « Québec solidaire passe le test électoral ». Si le PQ a conservé son château fort, le parti de Manon Massé a talonné, avec 5% d'écart seulement, le Parti libéral du Québec de Jean Charest, arrivé deuxième. L'Action démocratique de Mario Dumont recueillait moins de 2 %, derrière le Parti vert (6%). Malgré un taux de participation assez bas (31%), ce qui est courant dans les élections complémentaires, QS a presque doublé ses appuis en chiffres absolus dans cette circonscription (près de 3,000 voix), par rapport aux élections générales de 2003. En effet, pour un taux de participation du double, soit 62%, l'UFP avait obtenu 1,700 voix, soit 6,5%. Le phénomène est exactement inverse pour le PQ, qui a perdu plus de la moitié de ses appuis en chiffres absolus.

Des générales en vue

Des élections générales sont anticipées à l'automne 2006. Le gouvernement Charest pourrait tenter ainsi de profiter d'une certaine embellie occasionnée par la percée des conservateurs au Québec, et de ses affinités avec le PM canadien Stephen Harper. Même si elles devaient avoir lieu au printemps 2007, ces élections arriveront bien vite pour le nouveau parti. À ce jour, on peut compter un peu moins d'une soixantaine d'associations de circonscription organisées sur une possibilité de 125. Une quinzaine d'associations régionales assurent en priorité le développement des associations de circonscription sur tout le territoire québécois. Il est cependant notable que pour la première fois, les régions aussi éloignées que l'Abitibi ou la Gaspésie s'organisent formellement et attirent plus de 75 personnes à leurs assemblées.

Le défi sera également de traduire la déclaration de principes en une plate-forme électorale, tout en jetant les bases d'un programme à long terme. Une commission politique nationale a été formée par le Conseil national, regroupant douze commissions thématiques sur des thèmes rassembleurs devant conduire à 25 propositions pour un Québec solidaire, réalisables en un premier mandat : l'agroalimentaire et la ruralité, l'altermondialisation et les solidarités internationales, les droits des nations autochtones, l'environnement et l'énergie, l'intégration citoyenne, la justice et la sécurité publique, la petite enfance, l'éducation et la vie culturelle, la santé, les conditions de vie et les services sociaux, la stratégie pour la souveraineté, la stratégie pour l'emploi, la vie démocratique et régionale. Certaines réformes d'importance, comme la fiscalité, pourraient faire l'objet de larges débats et consultations en cours de mandat.

Québec solidaire compte sur l'expérience accumulée de l'UFP lors des élections générales de 2003, et d'une dizaine d'élections complémentaires. Il peut surtout compter sur celle, plus récente et symbolique, de Sainte-Marie-Saint-Jacques, et ce, à plusieurs points de vue. Symbole du mariage réussi des différentes cultures composant la gauche, symbole de son efficacité possible, symbole de l'arrivée d'un nouveau joueur incontournable sur la scène politique québécoise, que maintenant les sondeurs incluent dans leurs questionnaires, le dernier en titre accordant 8% au nouveau parti. C'est à la fois l'aboutissement d'une longue marche et le début d'un nouveau cycle, dans le développement de la gauche québécoise.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Stratégie pour une souveraineté des nations du Québec (jan-févr. 2007)

Par Pierre Dostie

La question québécoise s'est manifestée l'automne dernier à travers deux événements significatifs qui sont survenus quasi simultanément. D'abord le forum des onze nations autochtones co-présidé par le PM Charest, qui s'est tenu à Mashteuiatsh du 25 au 27 octobre. Les conditions sociales, sociosanitaires et économiques inqualifiables et inacceptables que subissent quotidiennement les communautés autochtones ont été une fois de plus mises en relief pendant que le gouvernement fédéral brillait par son absence et son insignifiance. Ensuite, le parlement canadien a adopté le 27 novembre une motion reconnaissant l'existence de la nation québécoise. D'abord présentée par le Bloc Québécois, elle fut amendée par le PM Harper par l'ajout de la phrase « au sein d'un Canada uni ». Répondant à l'appel du PM Charest le Bloc appuya la motion malgré le fait que le Canada, à l'évidence, n'est pas uni. Le ministre québécois des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, a exprimé le souhait que cette reconnaissance se traduise par des modifications à la Constitution canadienne, mais sans pouvoir dire comment et surtout quand, vu l'absence d'ouverture et de volonté politique du ROC (rest of Canada) de relancer les négociations constitutionnelles. Pour le PM Harper, l'adoption de cette motion ne comporte aucune conséquence juridique ou constitutionnelle. Il est sans doute un peu tôt pour dire si cette opération de maquillage politique comporte une part de gain historique.

Quoiqu'il en soit, le peu de chemin parcouru depuis le rapport Erasmus-Dussault (1996) sur les peuples autochtones ou depuis l'échec des accords du lac Meech (1990) ou de Charlottetown (1992) sur la question du Québec, ne permet pas d'espérer de solution dans le cadre fédéral actuel.

Question de stratégie

La question de la souveraineté du Québec risque fort d'être un enjeu majeur de la prochaine élection générale, qui pourrait être déclenchée d'un moment à l'autre. Si le Parti québécois n'a pas renouvelé son discours et son projet, d'autres voix s'élèvent, comme celle de *Québec solidaire* et des organismes non partisans (ex : *Démocratie-souveraineté*), qui veulent briser le monopole des partis politiques sur la question et la remettre littéralement entre les mains du peuple, par exemple par le biais d'une Assemblée constituante.

La souveraineté d'une nation s'exerce bien avant qu'elle ne soit reconnue politiquement. La jeune nation québécoise se reconnaît déjà fortement elle-même en tant que nation diversifiée au plan ethnique et culturel, avec le français comme langue commune d'usage et facteur d'intégration. L'indépendance conférera éventuellement un statut politique à cette reconnaissance et sera l'occasion pour cette nouvelle nation de s'approprier un pays bien différent de ce qu'a connu jadis la nation canadienne-française. Aujourd'hui, cette nation n'a pas besoin d'attendre que la Constitution canadienne lui fasse une place pour exister souverainement. C'est pourquoi l'élection

d'une Assemblée constituante, chargée d'animer une vaste démarche d'éducation politique et de démocratie participative, puis de rédiger une Constitution à soumettre au référendum, serait une formule qui permettrait à la souveraineté du peuple de s'exercer de manière bien plus éloquente que si elle se limitait à un simple vote référendaire.

Mais cette approche sera-t-elle suffisante pour réussir ? Car cette nation n'est pas la seule sur son territoire. Elle ne doit pas oublier qu'il existe onze autres nations avec lesquelles elle devra partager sa souveraineté. Le processus d'accession à la souveraineté du Québec pourrait même être compromis si la stratégie souverainiste québécoise ne tient pas suffisamment compte de la question autochtone.

De la reconnaissance mutuelle à l'alliance stratégique

Le Québec compte 72 500 autochtones, ce qui représente environ 1% de sa population totale. Leur importance va cependant bien au-delà de cette proportion. Ils occupent de vastes territoires sur lesquels les non-autochtones sont très peu présents. De plus, l'Assemblée nationale du Québec reconnaît l'existence de onze nations¹⁰ sur son territoire. Ce qui devrait normalement leur conférer un statut bien différent de celui des minorités ethniques.

Lors du référendum de 1995, les autochtones se sont pourtant dans l'ensemble prononcés pour le « non ». Les Cris ont même tenu un référendum sur la question. Il semble que les autochtones ne sont pas convaincus qu'ils pourraient améliorer leur sort dans un Québec souverain. Bien que mitigés et faisant l'objet d'interprétation, les droits que leur reconnaît la Constitution canadienne pourraient leur sembler un pis aller comparativement à l'« inconnu » que leur réserve la perspective de l'indépendance du Québec.

S'il ne revient pas à un gouvernement du Québec, même souverainiste, de décider seul du statut politique des Premières nations, il est cependant de la responsabilité du mouvement souverainiste de proposer des alliances stratégiques et un processus d'accession à la souveraineté par lequel les nations autochtones auront elles aussi l'opportunité d'exercer leur pouvoir populaire. Une vision commune du projet de pays, qui prévoit le partage des pouvoirs et les modalités des rapports de nation à nation, concrétiserait le projet de souveraineté du Québec pour l'ensemble des composantes du peuple québécois. Dans cette perspective, les éléments de l'*Approche commune* dont la négociation se déroulent actuellement en dent de scie avec la nation innue, mais dont les principes découlent du rapport Erasmus-Dussault, constituent un bon point de départ : reconnaissance des droits ancestraux et des droits territoriaux, autonomie gouvernementale, soutien financier aux mesures menant à l'autonomie, participation aux redevances sur l'exploitation des ressources naturelles, partenariat en matière de développement régional, etc.

¹⁰ Les onze nations autochtones présentes au Québec sont les : Abénaquis, Algonquins, Attikameks, Cris, Huron-wendats, Malécites, Micmacs, Mohawks, Innus, Naskapis et Inuits.

Le mouvement souverainiste du Québec est lui-même divisé sur le plan stratégique. Il est par ailleurs bien loin d'une alliance stratégique avec les nations autochtones. Seul un large mouvement citoyen venant de la base a des chances de forcer un changement de paradigme de manière à ce que les nations qui composent le peuple du Québec puissent s'inscrire dans un processus dynamique et convergent d'accession à la souveraineté.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

La gauche survit au séisme électoral québécois (mai-juin 2007)

Par Pierre Dostie

L'élection d'un gouvernement libéral minoritaire au Québec le 26 mars dernier est une combinaison du ras-le-bol envers les deux partis traditionnels (PQ et PLQ) et d'une habile manipulation de cette insatisfaction par Mario Dumont, qui s'est présenté comme « le parti différent ». Un contexte particulièrement difficile pour Québec solidaire et le Parti vert, qui malgré tout s'en tirent avec chacun 4% des voix.

Défi de taille

Québec solidaire s'est lancé dans la campagne électorale un an à peine après sa fondation. Un défi de taille pour le jeune parti en croissance et en implantation. Pourtant, il a réussi à présenter 123 candidat-e-s sur 125 circonscriptions, dont une majorité de femmes (52%), ce qui représente le meilleur taux entre tous les partis. Ces candidats et candidates ont défendu partout une plate-forme électorale constituée de « 25 engagements pour un Québec solidaire », dotée d'un cadre budgétaire de 6,5 milliards, dont les revenus balancent avec les dépenses. Disposant pour tout budget électoral de quelque 300,000 \$, le parti a certes fortement sollicité ses quelque 8,000 membres, dont un bon nombre a été mis à contribution durant ces 33 jours de campagne.

Le mur du silence médiatique

Quiconque visitait le site internet de Québec solidaire ou les locaux électoraux pouvait constater quotidiennement l'intense activité et le dynamisme qui s'est vécu sur le terrain, tant sur le plan local, régional, que national. Si les Solidaires ont pu, à quelques reprises, percer le mur du silence médiatique, de manière générale les trois principaux partis (PLQ, PQ et ADQ) ont monopolisé la couverture médiatique. C'est l'un des effets pervers du mode de scrutin que René Lévesque qualifiait de « démocratiquement infect ». Les médias n'ont pas cru bon de combler ce déficit démocratique et ont refusé que QS et les Verts participent au débat des chefs.

La montée du parti de droite de Mario Dumont, l'Action démocratique du Québec, est un autre produit de ce mode de scrutin. Depuis 40 ans, le PQ et le PLQ alternent au pouvoir, tout en se ressemblant de plus en plus. Dans un tel contexte, Mario Dumont a su habilement manier la langue populiste et démagogique de la droite. Il a surfé sur l'insatisfaction générale envers les deux partis traditionnels. D'un côté, le gouvernement Charest, qui a conservé le plus haut taux d'insatisfaction tout au long de son mandat, n'a pas réussi à amadouer les électeurs malgré une pluie d'annonces préélectorales. De l'autre, le PQ a fait piètre figure avec leur chef André Boisclair, reflet de l'impasse dans laquelle se trouve ce parti. La lutte serrée, à trois cette fois-ci – ce qui est vraiment inhabituel – que les nombreux sondages ont attisée dans le dernier droit de la campagne, a achevé de détourner des milliers de votes qui auraient pu autrement profiter à Québec solidaire et au Parti vert.

Résultats

Les résultats généraux sont révélateurs à plus d'un titre. Les libéraux, avec 33% du suffrage et 48 députés, font toujours le plein du vote anglophone et perdent une partie de leurs appuis francophones. Le PQ continue sa descente (28% du vote et 36 députés), avec l'une de leurs pires défaites depuis 1970. L'ADQ poursuit sa montée, passant de 19% du vote avec 4 députés en 2003 à 32% du vote et 42 députés. La distorsion dans la représentation de 2003 a pu donner l'impression que l'ADQ était une force négligeable. Mais à partir de plus ou moins 23% du suffrage, une meilleure représentation à l'Assemblée nationale devient possible.

Comparativement aux résultats obtenus par L'Union des forces progressistes et le Parti vert en 2003, qui avaient fait coalition¹¹, les résultats des progressistes sont nettement meilleurs. L'UFP avait recueilli 1 % et les verts 0,5% alors qu'ils cumulent aujourd'hui 8% du vote dans une campagne où jamais la pression du « vote utile » ne s'est faite si grande. Les deux porte-parole de QS, Amir Khadir et Françoise David, sont arrivés bons deuxièmes dans leurs circonscriptions respectives de Mercier (28%) et de Gouin (26%). Dans Sainte-Marie-Saint-Jacques, Manon Massé a obtenu 14% alors qu'en région, à Québec, en Outaouais et en Abitibi, les candidat-e-s ont obtenu entre 8 et 9 % du vote, ce qui est encourageant pour l'avenir.

Faire connaître Québec solidaire comme un acteur politique incontournable de la scène politique nationale était l'objectif général du jeune parti dans cette campagne. Le bilan reste à faire au prochain Conseil national. Mais on peut dire que dans des circonstances particulièrement difficiles, la gauche poursuit sa croissance, lentement mais sûrement, dans ce paysage politique en recomposition.

TABLE DES MATIÈRES

¹¹ Cette fois-ci, le Parti vert a refusé toute alliance, après maintes tentatives de QS.

Divertissements post-électoraux pour une question nationale orpheline (juil-août 2007)

Par Pierre Dostie

L'actualité post-électorale québécoise a beaucoup fait état des tribulations du Parti québécois, qui a subi sa pire défaite électorale depuis 1976, le 26 mars dernier. André Boisclair a finalement jeté la serviette, devant la grogne généralisée à-propos de son leadership. Gilles Duceppe, perçu par certains comme le « nouveau sauveur », a dû retirer sa candidature après 24 heures, non sans avoir tenté de prendre de surprise son adversaire pressentie, Pauline Marois, qu'il s'était pourtant engagé à rencontrer préalablement et qui déjà, recueillait deux fois plus d'appuis que lui, tant au sein du parti que parmi la population. Ceux qui, il y a à peine deux ans, ont préféré l'image d'un plus jeune homme dont le message ne passait pas, à celle qui est sans doute le personnage politique le plus expérimenté au Québec, chantent en chœur aujourd'hui que « c'est le tour à Pauline ». L'aile parlementaire voudrait que le PQ ait enfin « corrigé son erreur » pour la rentrée de l'automne et préparé le parti pour la reprise du pouvoir lors d'élections qui ne sauraient trop tarder en contexte de gouvernement minoritaire.

Mais la réalité n'est pas si simple. Le PQ n'est pas seulement en crise de leadership. Il est en crise structurelle. Ce parti de coalition à l'époque a été fondé dans les années soixante, où le projet de pays se mariait naturellement aux mesures progressistes qu'il a su incarner. Depuis la montée du néolibéralisme, la gauche et la droite se fracturent de plus en plus, y compris au sein du mouvement souverainiste. Cette fracture s'est également opérée au sein du PQ, même si la présence d'un club politique progressiste (SPQL) tente de rajeunir le vieux vernis des années soixante. D'autre part, les deux défaites référendaires du PQ ne lui ont pas encore servi de leçon en matière de stratégie. Les mêmes vieilles rengaines se répètent autour de la date d'un futur référendum ou des « conditions gagnantes ». Pire, le PQ a perdu l'initiative sur la question nationale. Le parti libéral a fait de la question nationale un cheval de bataille qui a conduit à la reconnaissance – peut-être symbolique, mais tout de même – de la nation québécoise par la Chambre des communes. De plus, de très nombreux anciens péquistes ou sympathisants, se disent aujourd'hui, soit orphelins politiques, soit libéraux, soit encore ont appuyé l'ADQ qui, sur la question nationale, propose une position autonomiste, un projet de constitution qui pourrait même conduire à une rupture définitive avec le Canada si ce dernier ne réussit pas à composer avec cette autonomie. Sans parler que l'on retrouve aujourd'hui un nouveau parti émergent, Québec solidaire, qui cherche à intégrer un projet de société progressiste à un projet de pays qui s'articule autour d'une stratégie d'accession à l'indépendance (démocratie participative et Assemblée constituante) qui suscite de plus en plus d'adhésion au sein même du PQ. Sans parler non plus que de nombreux membres du Parti vert sont également souverainistes. Bref, l'option est toujours bien vivante, elle frise encore les 45%, mais il y a davantage de ses supporters à l'extérieur du véhicule qui la portait autrefois, qu'à l'intérieur.

Le PQ continue néanmoins à persister dans cette impasse qui consiste à tenter de rassembler les souverainistes en son sein, à manipuler le vote en persistant à refuser la réforme du mode de scrutin, espérant que les déficiences de ce système lui seront éventuellement favorables.

Madame Marois est une femme remarquable, d'expérience et d'un bon jugement. Françoise David de Québec solidaire n'a cependant pas tardé à faire remarquer que la nouvelle favorite du PQ n'est pas si progressiste qu'on le prétend. Et puis, si elle réussit à résoudre le problème de leadership de son parti, sera-t-elle à la hauteur du défi que pose la question nationale québécoise?

La résolution de la question nationale québécoise demande une stratégie nationale, transpartisane. Mieux, la question nationale québécoise est une question internationale, car les onze nations autochtones du Québec en sont une composante incontournable. Toute tentative de solution qui non seulement ne sera pas portée par l'ensemble des acteurs de la nation québécoise, mais aussi qui ne sera pas favorable aux douze nations concernées de ce pays en devenir, est vouée à l'échec. Le PQ ne semble pas se diriger vers autre chose que cette impasse, même s'il venait à couronner madame Marois à la fin de l'été.

Que le parti que s'est donné pour nom celui de tout un peuple se comporte de manière aussi irresponsable est une véritable honte nationale. Tout compte fait, c'est un divertissement post électoral coûteux et ennuyeux auquel nous assistons.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Trois ans après sa fondation, Québec solidaire entre à l'Assemblée nationale et fait face à de nouveaux défis (Mars-avril 2009)

Par Pierre Dostie

Les élections générales du 8 décembre 2008 ont été marquées d'un événement historique pour la gauche québécoise, soit l'élection de l'un de ses porte-parole Amir Khadir dans la circonscription de Mercier. Cet événement est l'aboutissement d'un processus de rassemblement et d'unification de la gauche québécoise qui a connu une phase plus intensive depuis dix ans. Il est aussi le début d'une nouvelle phase de son développement qui lui permettra de donner encore davantage de fruits dans l'avenir, grâce à la brèche que cette élection permet enfin dans le mur médiatique. De nouveaux défis guettent cependant le jeune parti qui devra consolider ses bases, restées fragiles par deux campagnes électorales en dix-huit mois, qui auraient pu compromettre son implantation.

D'une campagne à l'autre au risque d'essoufflement

Depuis sa fondation en février 2006, le jeune parti n'a pas chômé. À peine un an s'est écoulé avant que ne soient déclenchées les élections générales du 26 mars 2007, ce qui lui laissa peu de temps pour réussir le mariage entre Option citoyenne et l'Union des forces progressistes, et se déployer sur tout le territoire du Québec.

Cela ne l'empêcha cependant pas de faire belle figure en présentant 123 candidatures sur une possibilité de 125, une majorité de femmes, un exploit qui a été réédité en 2008. Les deux porte-parole Françoise David et Amir Khadir terminèrent deuxièmes dans leur circonscription respective de Gouin et Mercier. À peine dix-huit mois plus tard, alors qu'un certain essoufflement se faisant sentir dans les Associations locales et régionales, une nouvelle campagne électorale est déclenchée, qui aurait pu s'avérer fatale pour le jeune parti en implantation. Heureusement, l'organisation a su prendre son second souffle, peaufiner sa plate-forme électorale, mobiliser à nouveau ses troupes et, compte tenu de ses moyens modestes, livrer une campagne de calibre professionnel. Outre l'élection d'Amir Khadir, deux éléments sont dignes de mention. D'abord, l'utilisation du site Web et de l'internet, notamment Facebook et Twitter, pour doter la campagne d'outils efficaces et modernes. De nombreuses capsules vidéo venaient chaque jour enrichir le site et étaient relayées sur YouTube et ailleurs. QS s'est en cela démarqué des autres partis, même si ce fait a été ignoré de certains commentateurs qui comparaient les sites des principaux partis, souvent moins bien pourvus que celui de QS. Ensuite, Françoise David a marqué un coup d'éclat en participant à sa façon et depuis son site Web, au débat des chefs duquel le consortium de télévision l'avait exclue. Son site a été très fréquenté et les médias en ont fait une large couverture. Cette dernière a d'ailleurs mené une chaude lutte dans sa circonscription, réduisant l'écart avec le candidat péquiste élu à près de 2,300 voix. Une déception pour QS qui aurait voulu faire élire ses deux porte-parole.

S'inscrire dans la durée

Le rassemblement et l'unification de la gauche avaient fait un bond en 1998 avec la création du Rassemblement pour l'Alternative politique, en rupture avec le PQ, puis la fondation de l'UFP en 2002, de l'union du RAP, du Parti socialiste du Québec et du Parti communiste du Québec. La fondation de QS en 2006, de la fusion de l'UFP et d'Option citoyenne, un mouvement citoyen et féministe mis sur pied par Françoise David en 2004, a permis de faire un saut qualitatif et quantitatif sans précédent dans la récente histoire de la gauche. Un premier député est récolté après dix ans d'efforts soutenus, envers et contre un mode de scrutin défavorable aux petits partis. Avec un ambassadeur comme Amir Khadir, QS rayonnera davantage sur le plan médiatique et aura de meilleures chances de poursuivre son développement et d'accroître son influence.

Les défis

L'unité de la gauche reste incomplète sans le Parti vert du Québec. Ce dernier, plus fragile, a moins bien fait cette fois-ci. Il a présenté 80 candidats et a obtenu 2,17% contre 3,78% pour QS. Malgré les nombreuses mains tendues par QS, le PVQ a refusé toute forme d'union, de coalition ou de collaboration. Si « on ne peut pas forcer un cœur à aimer » comme dit Françoise David, il faudra bien faire avec, tout en conservant un esprit d'ouverture.

La consolidation de QS à la base demeure le premier de tous les défis. Un défi que la plus grande présence médiatique ne devrait pas masquer ou illusionner. La majorité des progressistes ne voient pas encore l'importance de traduire leurs valeurs dans un engagement politique partisan et se limitent à, soit commenter l'actualité et critiquer les excès de la droite, ou encore poser des gestes ponctuels ou militer au sein des mouvements sociaux. Pourtant il n'y a rien de magique dans la construction d'une alternative politique. QS a la responsabilité d'incarner l'espoir, de se représenter comme le véhicule de l'alternative et de mobiliser toutes les énergies en quête de changement.

La Commission politique et le Conseil National de QS ont mis au point un ambitieux processus de démocratie participative auquel la population sera conviée dans le cadre de l'élaboration du Programme du parti. Cette démarche pourrait contribuer à l'enracinement et à la consolidation du parti dans les prochaines années.

À tout le moins, QS devrait pouvoir compter sur une accalmie électorale de quatre ou cinq ans et ainsi pouvoir se consacrer à l'accroissement de son membrariat, à la consolidation de ses associations de circonscription et la constitution d'un fonds électoral qui se respecte.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Enjeux politiques québécois sous le gouvernement libéral (2005-2009)

Lutte aux pauvres, privatisations, désengagement de l'État sur tous les fronts : Le gouvernement de Jean Charest tente de maquiller ses politiques néolibérales d'un discours de *développement durable* (Jan-févr. 2005)

Par Pierre Dostie

En réponse à l'opposition manifestée par de nombreux secteurs de la population devant son entreprise de réingénierie (voire démantèlement) de l'État, le gouvernement ultraconservateur de Jean Charest modifie son discours. Il enrobe maintenant ses politiques néolibérales d'un emballage de *développement durable*, imitant ici une approche dans laquelle était passé maître le précédent gouvernement péquiste. Il n'est pas étonnant que la seule véritable opposition à ce gouvernement soit extra-parlementaire.

C'est lors de la clôture du congrès libéral les 19-20 et 21 novembre en marge duquel se sont tenues de nombreuses manifestations contre les politiques de son gouvernement, que le PM Jean Charest annonçait une stratégie de développement durable qui a été saluée peut-être un peu rapidement par certains groupes environnementalistes, dont Greenpeace, comme « un pas dans la bonne direction ».

Abus de langage

Cet avant-projet de loi vise l'intégration de l'ensemble des politiques du gouvernement, la reconnaissance d'un droit limité à « une vie saine et productive en harmonie avec la nature », la création d'un poste de Commissaire au développement durable relevant du Vérificateur général et la mise en place d'un fonds vert à même une taxe verte, des contributions publiques et privées, ainsi que des amendes et autres frais.

Selon Louis-Gilles Francoeur, chroniqueur au Devoir, « on ne peut pas soutenir que cet avant-projet de loi constitue une politique de développement durable dans tout le Québec »¹². Selon lui, le concept de développement durable développé par la Commission Brundtland a été « fortement édulcoré ». Par exemple :

- le gouvernement s'engage seulement à « prendre en considération le respect de la capacité de support des écosystèmes dans la mesure où cela n'affectera pas l'efficacité économique »;
- les actions visées par cette pseudo-politique de développement durable sont celles du gouvernement seulement et ne comprennent pas les activités du secteur privé;

¹² Le Devoir, 27-28 novembre 2004

- le droit à un environnement sain est déjà prévu par la loi québécoise de l'environnement et ce droit est lui-même limité par toute légalisation des rejets polluants, normes ou autorisations similaires;
- le Commissaire au développement durable, s'il venait à pouvoir agir en toute indépendance, n'aurait somme toute que peu de choses à surveiller.

La création du fonds vert serait la véritable bonne nouvelle de cet avant-projet de loi en ce qu'il compenserait en partie pour le sous-financement chronique dont souffre le ministère de l'Environnement depuis 10 ans.

Paradoxes et mirages néolibéraux

Le Parti québécois nous avait habitués à un style de gouvernement qui « parle des deux côtés de la bouche ». On se souviendra de la politique de l'eau du ministre Boisclair ou de la loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale adoptée à l'unanimité en décembre 2002 sur la fin du règne péquiste. Deux bijoux en matière de vœux pieux à saveur pseudo-progressiste, mais sans véritable mesure ou réglementation qui auraient permis leur mise en œuvre.

Au moins disait-on dans certains milieux au début du mandat libéral, ce gouvernement ne cache pas ses intentions. Mais après les 18 mois de climat social tendu qui ont suivi son élection, après avoir été contraint par les pressions populaires de renoncer au projet de centrale électrique au gaz dans le Suroît, l'un des rares dossiers où il a dû reculer jusqu'ici, et devant une cote de popularité dans les sondages qui n'a jamais été aussi bas (moins de 30%), le gouvernement a opté pour la mystification et a imité son prédécesseur en feignant un virage à 180 degrés en matière environnementale. On peut déjà prédire les résultats de la *stratégie de développement durable* du gouvernement Charest, à voir le sort qu'il a réservé au Plan d'action prévu par la loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce plan d'action, publié le 2 avril 2004, de même que le projet de loi 57 sur l'aide aux personnes et aux familles, déposé en juin 2004, ainsi que le projet de modification au règlement de la loi actuelle déposé en septembre 2004, comportent de nombreuses mesures qui vont carrément à l'encontre des beaux principes inscrits dans la loi. Des démarches juridiques sont envisagées par les groupes de défense des droits sociaux pour forcer le gouvernement à respecter sa propre loi sur deux ou trois points où il semble y avoir un peu de prise. Mais dans l'ensemble, cette loi est ambiguë à souhait et on voit bien que l'intention du législateur était plutôt politique, voire électoraliste.

Au moment même où les mouvements sociaux se mobilisent pour contrer des mesures gouvernementales qu'une loi dite *anti-pauvreté* protège mal, Jean Charest, à la surprise générale, sort de son chapeau un avant-projet de loi de même acabit cette fois sur le développement durable dans le but de faire diversion.

Dernier détail, le gouvernement se donne 3 ans pour aboutir, c'est-à-dire pour que l'avant-projet de loi passe toutes les étapes de son adoption à l'Assemblée nationale et permette par la suite au ministre un délai d'au moins un an pour produire son Plan

d'action. Ce qui nous amène au-delà du prochain rendez-vous électoral pour lequel le développement durable pourrait bien être un enjeu. Tout comme les péquistes avaient fait avec la loi *anti-pauvreté*. Tout comme la réforme du mode de scrutin que le lendemain de son élection, Jean Charest avait promise pour « la première année du premier mandat » (sic) et que son gouvernement repousse et repousse encore de façon à ce que la réforme ne soit pas possible avant le prochain mandat.

La véritable opposition est dans la rue

Comment l'opposition parlementaire péquiste pourrait être autrement que quasi muette devant un gouvernement qui applique les politiques qu'elle avait elle-même dans ses propres cartons et qui s'appliquent maintenant avec la même approche mystificatrice qui a fait, il n'y a pas si longtemps, ses beaux jours à la maîtrise des affaires. La seule opposition véritable actuellement, c'est dans la rue qu'on la retrouve, et dans l'unité de la gauche politique qui se construit et dont peut témoigner le premier communiqué conjoint de l'Union des forces progressistes (UFP), d'Option citoyenne (OC) et des Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ Libre), intitulé « le Québec n'est pas à vendre » et qui dénonce la politique de privatisation généralisée de ce gouvernement qu'il appelle abusivement des *Partenariats public-privé* (PPP).

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Le secteur privé entrera-t-il par la grande porte dans les centres hospitaliers universitaires de Montréal ? (Sept-oct 2006)

Par Pierre Dostie

Le PM Jean Charest pourrait déclencher des élections à l'automne 2006 ou au début de l'année 2007. L'un des dossiers chauds de la fin de son tumultueux mandat risque fort d'être celui des partenariats publics privés (PPP). La controverse au sujet du plus important projet national de construction et d'investissement, soit celui de deux centres hospitaliers universitaires, l'un avec l'Université McGill, anglophone, et l'autre avec l'Université de Montréal, francophone, pourrait ressurgir dans l'actualité à ce moment-là. L'Agence des partenariats publics privés, qui étudie actuellement différents scénarios de PPP, doit en effet remettre son rapport en décembre prochain.

Les projets du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM) et du Centre universitaire de santé de McGill (CUSM), prévus pour 2010-2011, totalisent 3.6 milliards selon les dernières estimations du ministre Couillard. Un projet d'une telle envergure, le plus important dans le secteur de la santé depuis 40 ans, qui équivaut à 7% du budget annuel du Québec, mérite qu'on s'y attarde, surtout si l'on se dit préoccupé par l'utilisation des fonds publics.

Jusqu'ici le gouvernement semble vouloir céder à l'entreprise privée la construction des bâtiments (évaluée à 1.6 milliard) et leur entretien pour une durée de 30 ans, ainsi que le financement de ces activités. Cette formule présenterait pour le gouvernement un avantage budgétaire à court terme, car sa dette ne serait pas alourdie et les paiements de celle-ci ne figureraient pas au budget de l'État. Ce qui n'est pas dit, c'est que le secteur privé devra de toute façon financer ces constructions – à un taux supérieur sans doute à celui dont bénéficie le gouvernement – et voudra se ménager une marge de profit. On est en droit de se demander où se feront les économies. Certains analystes vont jusqu'à dire qu'il s'agirait d'un simple artifice comptable qui aurait pour but de préserver les dogmes du néolibéralisme sur les méfaits de la dette et sur les vertus de l'entreprise privée.

Voulant en savoir davantage sur les fameux PPP britanniques qui inspirent tant le gouvernement, les directeurs du CHUM et du CUSM sont allés s'enquérir de la situation au Royaume-Uni. Selon les conclusions de leurs observations, les PPP ne seraient pas avantageux pour des projets aussi imposants que ceux du CHUM et du CUSM. De nombreux problèmes sont rapportés sur les expériences européennes, dont la création d'un monopole privé, le double palier de gestion, qui ne s'harmonise pas d'emblée aux impératifs médicaux et à l'évolution de la technologie, etc. Les directeurs proposent plutôt une formule alternative, soit la création d'une filiale de l'établissement qui émettrait des obligations publiques et qui lancerait un appel d'offres pour la construction de l'hôpital. L'établissement conserverait ainsi le contrôle sur l'immobilier et sur son personnel d'entretien.

Bien qu'il s'en défende, le premier ministre Charest semble en plein dans une opération idéologique et cosmétique, bien davantage que dans une opération d'assainissement des finances publiques. Ouvrir la porte de la santé au secteur privé est son objectif fondamental. Des brèches sont déjà entaillées sur plusieurs fronts : celui de la sous-traitance, qui est désormais facilitée par l'abolition d'un dispositif du Code du travail qui protégeait les associations syndicales en cas de cession totale ou partielle; celui de la construction de milieux d'hébergement pour personnes âgées. De plus, à la suite du jugement Chaouli de la Cour Suprême du Canada, qui s'applique au Québec même si l'Assemblée nationale n'est pas signataire de la Constitution canadienne, les cliniques privées fonctionnant en dehors du régime public pourront recevoir des clients qui auront subi un délai d'attente jugé trop long dans le système public. Ils pourront de plus se payer une assurance privée pour rembourser les coûts de ces services.

La manière détournée, utilisée par le PM Charest et son ministre Couillard de la santé, pour maquiller les brèches dans le système public que comporte la réponse au jugement Chaouli, est peut-être un avant-goût de ce qui nous attend dans le dossier du CHUM et de CUSM. La ministre Monique Jérôme-Forget, présidente du Conseil du trésor, a déjà évoqué la possibilité qu'une société publique comme la Caisse de dépôt et de placement du Québec, la Société immobilière du Québec ou la Corporation d'hébergement du Québec, obtienne le mandat de la construction du CHUM et du CUSM et soit du coup exonérée de certaines taxes. Ce qui aurait l'avantage de mettre un peu de fard sur l'opération, qui s'avérerait un précédent, et que s'empresserait de suivre le secteur privé.

Dans certains milieux, la réflexion sur ce dossier hautement symbolique va jusqu'à défier certains tabous. Car il s'en trouve pour remettre en question l'existence même de deux sites distincts. Selon la revue l'Action nationale et son directeur Robert Laplante, « la démographie, l'économie, l'efficacité administrative, la politique de recherche, les besoins en effectifs médicaux, quel que soit l'angle sous lequel on l'examine (...) il n'y a pas de critères rationnels pour justifier cette décision¹³ ». La société québécoise peut-elle en effet s'offrir deux mégas-hôpitaux, l'un francophone, l'autre anglophone, dédoublant ainsi de nombreux services spécialisés ? Ou ne devrait-elle pas disposer d'un seul Centre hospitalier universitaire, une institution nationale intégrée qui garantirait à la minorité anglophone des services dans sa langue ? Des efforts de complémentarité sont amorcés depuis quelques mois entre les deux institutions, mais il semble que la rationalisation qui en découlera sera lente et bien minimale. Le gouvernement Charest sera-t-il plus déterminé à résoudre cette épineuse question – qui concerne les fonds publics au premier plan – qu'à tailler une place de choix au secteur privé, comme il l'a fait dans le dossier du Mont Orford malgré une opinion publique farouchement opposée?

TABLE DES MATIÈRES

¹³ Laplante, Robert. L'Irrationnel et sa rationalité sous-jacente. Le Devoir. Le 7 avril 2006.

Le rapport Castonguay : l'argent, la maladie et la santé (Mai-juin 2008)

Par Pierre Dostie

Celui que l'on appelle abusivement le père de l'assurance-maladie, et qui a plutôt fait fructifier toute sa vie l'assurance privée, vient de remettre le rapport de la Commission Castonguay, dont le mandat, confié non pas par le ministre de la Santé et des Services sociaux, mais par la présidente du Conseil du trésor, portait essentiellement sur le financement du système.

Parlons affaires en santé

Le rapport n'a pas surpris. À peu de choses près, il réitère les mêmes prémisses idéologiques et les mêmes jugements préconçus enveloppés d'une apparente démarche scientifique, que ceux qu'il avait préalablement énoncés dans le cadre du Ciranno, Centre interuniversitaire en analyse des organisations. En deux mots : l'État est un mauvais dispensateur de soins et services, il serait mieux d'être acheteur dans le privé. Puis, les entrepreneurs en chirurgie et les vendeurs d'assurances devraient avoir le droit de faire encore plus de profits avec la maladie des gens. Enfin, il faudrait mieux équiper les hôpitaux et soutenir le milieu médical pour accroître la performance. Sans oublier qu'il faudrait modifier la loi canadienne sur la santé afin entre autres de pouvoir charger des frais aux utilisateurs pour les services rendus.

Alors qu'une levée de boucliers se préparait, et que le gouvernement est toujours minoritaire, le ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Philippe Couillard, s'est empressé de donner l'impression qu'il rejetait l'essentiel du rapport, mais sans pour autant indiquer ses véritables intentions. Mme Marois du PQ a demandé au ministre de dévoiler ses intentions, mais ne s'est pas prononcée non plus. Mario Dumont de l'ADQ est plutôt d'accord avec l'ensemble du rapport, mais sa popularité est en baisse, alors il reste prudent.

La santé : une richesse à partager ?

Le débat sur le financement du système est biaisé depuis que les sujets sont imposés par les hommes d'affaires, les vendeurs d'assurances, certains éditorialistes qui se prétendent « lucides » et l'Institut économique de Montréal, un *think tank* inscrit comme organisme de charité, financé par le milieu des affaires, aucunement scientifique et entièrement consacré à « alimenter les débats sur les politiques publiques (...) en proposant des réformes créatrices de richesses¹⁴ ».

Pendant une quinzaine d'années, ces acteurs ont fabriqué l'opinion selon laquelle il était nécessaire et urgent de réduire la taille de l'État obèse et de faire la lutte au déficit. Depuis le règne de Lucien Bouchard, l'État québécois a entrepris et poursuivi son démantèlement au point où ses dépenses globales sont passées de 22% à 16 % du PIB

¹⁴ <http://www.iedm.org/main/main.php>

alors que celles de la santé se sont maintenues à environ 7% du PIB. Il est naturel dans un tel contexte que la part du budget de la santé et des services sociaux soit plus grande qu'avant. Mais, c'est justement ce qui pose problème selon nos biens penseurs dévoués à la « création de la richesse ».

Depuis huit ans, le gouvernement québécois a accordé pas moins de 5 milliards en réduction d'impôts, dont on sait qu'elles profitent surtout aux plus fortunés. Presque un milliard au printemps dernier au début du mandat minoritaire de Jean Charest. Les transferts en provenance du gouvernement fédéral, soit 502 millions sous Paul Martin en 2004 et 760 millions sous Harper en 2007, sont allés directement dans la poche des contribuables les plus fortunés. Sans parler du 2% de la TPS que le gouvernement fédéral a diminué qui aurait pu être récupéré pour une valeur de 2,4 milliards. Selon l'organisme *Solidarité santé*, il manquerait entre 2,6 et 3 milliards au système de santé québécois.

Le débat qui se mène ici n'est pas un débat sur la santé, ni même sur le financement du système de santé. C'est un débat sur les moyens de faire de la maladie une bonne affaire pour les entrepreneurs et les vendeurs d'assurances.

Parlons d'argent et de santé

Si on parlait vraiment de la santé et de la manière de générer des économies substantielles à l'État québécois, on parlerait :

- de la prévention des maladies chroniques pour lesquelles les habitudes de vies sont responsables à 80%, et des mesures que l'on mettrait en place pour encourager la saine alimentation, l'activité physique et l'aménagement d'environnements favorables;
- des quatre dollars que l'on ferait économiser au système de santé pour chaque dollar investi dans la prévention;
- de la consolidation du soutien à domicile, qui fait économiser 42,000\$ à l'État pour chaque personne pour laquelle on évite un hébergement permanent;
- de la lutte à la pauvreté et du partage de la richesse collective par le développement social, l'un des principaux déterminants de la santé;
- de la nationalisation des cliniques privées, de leur intégration au système public ouvert 24/7 afin de mettre en place une véritable porte d'entrée du système et éviter que la majorité des gens se rendent inutilement aux urgences parce que les cliniques sont fermées;
- de la mise en place des réseaux intégrés de services afin d'assurer l'accessibilité, la continuité et la qualité des services.

Oui, finalement, il y a beaucoup de richesses à créer avec le système de santé. Mais dites-moi donc, quelle richesse et pour qui ? C'est peut-être ça le vrai débat qui est en cours sur le dos des malades. Heureusement que la nation québécoise est encore protégée par la Loi canadienne sur la santé...

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Par Pierre Dostie

Le Canada a droit à des élections générales une seconde fois en moins de deux ans. Paul Martin avait promis d'en tenir après la publication du rapport Gomery qui a fait la lumière sur l'un des plus grands scandales politiques de l'histoire de ce pays, mais sans pouvoir accuser qui que ce soit. Un scandale qui a pris sa source dans le bureau de Jean Chrétien, dans le cadre de son « Plan B pour le Québec ». La Commission Gomery a confirmé que ce plan a été mis en place après la « frousse » du référendum de 1995 sur la souveraineté, arraché de justesse par moins d'un point de pourcentage, au mépris de la loi électorale québécoise. La réponse du fédéral aux demandes du Québec aura été d'adopter la « *Loi sur la clarté* », de réduire les paiements de transferts destinés aux provinces et, avec les milliards ainsi accumulés, d'envahir des champs de compétences provinciales, puis de mettre sur pied le programme des commandites.

Où en serions-nous aujourd'hui si le gouvernement canadien avait répondu au référendum de 1995 par un amendement constitutionnel reconnaissant la nation québécoise et lui octroyant les pouvoirs qui en découlent ? Si, par la même occasion, le Canada avait enfin signé une entente durable avec les nations autochtones concernant leurs droits territoriaux et ancestraux et leur droit à l'autodétermination ? Si, tant qu'à y être, le Canada avait procédé à une réforme de sa fiscalité et de la péréquation pour les rendre davantage équitables ? Ces changements n'ont pas eu lieu, on le sait. Ils ne sont pas non plus à l'ordre du jour.

Pendant ce temps au Québec

- Le ministre responsable des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, en vient presque aux « gros mots » avec son vis-à-vis fédéral, Pierre Pettigrew. Ce dernier refuse d'appliquer la doctrine Gérin-Lajoie selon laquelle le Québec parle en son nom dans les champs de sa compétence lors des forums internationaux. Il s'agit d'une revendication historique formulée par les gouvernements successifs du Québec et appuyée massivement par la population québécoise¹⁵. C'est bien peu demander. Pourtant, le *Globe and Mail* qualifie la position québécoise « d'irréfléchie » dans deux éditoriaux tandis que l'*Ottawa Citizen* la trouve « ridicule »¹⁶.

Bien peu également, la soi-disant entente asymétrique sur la santé que désapprouveraient néanmoins 79% des Canadiens anglais¹⁷.

¹⁵ Selon un sondage CROP-L'Actualité, dont les résultats sont publiés dans le dernier numéro du magazine, le 14 octobre 2005, 60 % des gens du Québec souhaitent que leur gouvernement puisse faire entendre sa voix dans les forums internationaux.

¹⁶ *Le Devoir*, le 9 octobre 2005.

¹⁷ *Le Devoir*, 21 septembre 2005.

Par ailleurs, le très fédéraliste ministre québécois de l'Environnement, Thomas Mulcair, demande un autre interlocuteur que Stéphane Dion pour négocier la mise en application des accords de Kyoto.

- Un autre signal est récemment passé inaperçu à Ottawa. Le premier ministre du Québec a rappelé que son gouvernement est fédéraliste et que les changements qu'il réclame – des réformettes cosmétiques en réalité – sont légitimes du point de vue fédéraliste. Il a mis en garde le premier ministre canadien de donner des arguments aux souverainistes. C'est fait depuis longtemps. Quoi qu'elle en dise, la nouvelle gouverneure générale du Canada se trouve encore en présence des « deux solitudes ». Il y en a même au moins trois, si l'on considère les peuples autochtones.
- L'automne dernier, douze ténors de la droite avec Lucien Bouchard en tête nous ont livré leur « Manifeste pour un Québec lucide », qui rabâche les vieux thèmes du remboursement de la dette, déclin démographique et nécessaire augmentation des tarifs publics. La réplique progressiste n'a pas tardé, forte et cinglante. Le « Manifeste pour un Québec solidaire » a recueilli des milliers de signatures en quelques jours à peine. Un signe très encourageant, quelques semaines avant la fusion très attendue de l'Union des forces progressistes (UFP) et d'Option citoyenne (OC). La gauche québécoise progressiste et indépendantiste franchit actuellement un pas historique.

Deux élections en deux ans ne semblent pas améliorer le sort du Québec et des nations autochtones. Bien sûr, le Bloc québécois n'est pas la solution. Il n'est qu'une éloquente illustration de l'impasse canadienne. Les progressistes d'un océan à l'autre ont grand avantage à parler d'une seule voix, ne serait-ce que pour jeter un peu de lumière sur les enjeux que les campagnes électorales ne manquent pas d'occulter.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Les enjeux environnementaux au Québec : Mobilisation à l'horizon (sept-oct 2007)

Par Pierre Dostie

Le gouvernement libéral minoritaire de Jean Charest se vante que le Québec atteindra les objectifs de l'accord de Kyoto, et ce, malgré le fait que le PM Harper ait honteusement renié la signature du Canada à cet effet. C'est pourtant sur les dossiers environnementaux que ce gouvernement s'est le plus magistralement cassé les dents depuis le début de son premier mandat en 2003. Que l'on pense au projet de centrale au gaz naturel du Suroît auquel il a dû renoncer à la suite d'une forte mobilisation, ou plus récemment à la vente du Mont Orford, un site patrimonial et hautement symbolique, que des donateurs privés avaient jadis confié à l'état pour en assurer un usage public, et qu'il a voulu privatiser. Malgré cela, Jean Charest ne renonce pas à cultiver la mobilisation contre son gouvernement, principalement dans le dossier environnemental où il cherche quasi désespérément à se faire une virginité en mystifiant la population, de moins en moins crédule.

D'abord la filière éolienne, qui a été enfin développée, au début dans l'est du Québec, et qui s'étend peu à peu sur l'ensemble du territoire national. Cette filière est présentée comme une alternative (notamment à la centrale du Suroît), un atout dans la poursuite de Kyoto, et un moyen de diversifier la production d'électricité, très largement dominée par l'hydro-électricité. Elle s'avère en fait surtout un bon moyen de favoriser l'entreprise privée au prix d'un développement anarchique à tous points de vue. La population de certains secteurs commence d'ailleurs à s'en prendre à l'option éolienne alors que c'est sa stratégie de développement qui est en cause. Pourquoi ne pas avoir confié le développement de la filière éolienne à une société d'État (Hydro-Québec ou autre) si ce n'est pour ouvrir une brèche dans cette activité en faveur de l'entreprise privée ? Ce que le gouvernement péquiste de l'époque avait lui aussi cherché à faire, en proposant de faire harnacher une trentaine de rivières, et sur quoi il avait, lui aussi, dû reculer à la suite d'une mobilisation populaire. De nombreux mouvements réclament aujourd'hui la nationalisation de la filière éolienne, et la bataille est loin d'être terminée.

Mais l'avant-plan de la scène politique environnementale risque d'être plutôt marqué cet automne par le dossier des projets de ports méthaniers de Gros-Cacouna, de Rabaska et de Grande-Anse. Il s'agit là de la plus grosse couleuvre environnementale jamais présentée à la face des Québécois par leur gouvernement. Ces ports méthaniers s'inscrivent dans la stratégie de réponse aux besoins énergétiques des États-Unis, mais dont ceux-ci ne veulent pas à proximité de leur milieu de vie à cause des dangers qu'ils représentent. Le gouvernement québécois tente de faire croire à sa population que le gaz naturel qui y transitera sera en grande partie destiné aux besoins nationaux alors qu'en réalité, il semble plutôt destiné aux marchés états-unien et ontarien. De plus, rien n'indique que les gouvernements de ces États ne misent sur le gaz naturel, par exemple, pour remplacer le charbon dans leurs centrales thermiques actuelles. Et même s'ils le faisaient, cela ne représentait pas une alternative écologique et durable. Lorsque confrontés sur le fait que le gaz naturel, et les ports méthaniers en particulier,

ne sont absolument pas nécessaires à la politique énergétique nationale, les commissaires du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) servent à leurs détracteurs l'argument de la solidarité envers nos voisins ontariens et états-uniens, qui pourront grâce à nous réduire leurs gaz à effet de serre (GES).

Enfin, le chroniqueur Louis-Gilles Francoeur du Devoir¹⁸ fait justement remarquer que si la politique nationale de l'énergie prévoit que le Québec aurait intérêt à établir « un » port méthanier – ce qui est par ailleurs contestable – deux projets sur trois ont jusqu'ici reçu le feu vert du BAPE, et les promoteurs du troisième, celui de Grande-Anse au Saguenay, sont optimistes quant à l'« acceptabilité de leur projet ». Cette « trilogie » ne semble d'ailleurs pas s'inscrire dans une vision d'ensemble sur le plan énergétique québécois, mais plutôt dans une stratégie marchande de soumission économique aux intérêts étrangers en fuite en avant sur le plan écologique. L'apparent « laisser-faire » du PM Charest, qui aurait pu privilégier l'un des projets ou favoriser l'intégration de plus d'un, traduit peut-être sa crainte d'une collision frontale avec les mouvements environnementalistes et la population en général, auprès de laquelle il demeure toujours le « mal-aimé ». À moins qu'avec *trois couleuvres plutôt qu'une*, il espère que la population en avalera au moins une. Pour sa part, le parti Québec solidaire¹⁹, à l'instar des mouvements d'opposition aux ports méthaniers, a déjà lancé un appel à la mobilisation générale.

TABLE DES MATIÈRES

¹⁸ Rabaska, pour qui, pour quoi ? Le Devoir, 7-8 juillet 2007.

¹⁹ Voir aussi : <http://quebecsolidaire.net/levis/le-memoire-de-quebec-solidaire-devant-le-bape>

Enfin, une réforme du mode de scrutin au Québec ? (mai-juin 2006)

Par Pierre Dostie

Au Québec, pour la seconde fois en un quart de siècle, le projet de réformer le mode de scrutin atteint le stade de l'avant-projet de loi. Entre janvier et mars 2006, une Commission spéciale sur la loi électorale, composée de neuf parlementaires des trois partis représentés à l'Assemblée nationale, et de huit citoyens choisis au hasard, a parcouru le Québec pour entendre pas moins de 600 personnes et groupes. C'est à travers plus de 300 mémoires et des centaines de lettres que les groupes consultés rejettent l'avant-projet de loi à l'étude et réclament plutôt l'instauration d'un véritable mode de scrutin proportionnel.

Réclamée depuis la fondation du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) en 1964, cette réforme a fait l'objet d'un projet de loi sous le gouvernement Lévesque (PQ) en 1983-84, mais qui a avorté sous les pressions de son aile parlementaire.

Les élections de 1998 révélèrent une fois de plus les distorsions du mode uninominal à un tour. Avec 27,618 voix de moins que le PLQ, le PQ obtint 28 sièges de plus que les libéraux soit 76 contre 48, alors que l'ADQ obtint un seul siège avec près de 12% des voix. Le 21 février 2003, des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques réunirent plus de mille participants à Québec qui réclamèrent quasi à l'unanimité une proportionnelle de type régional. Lors des élections générales qui suivirent, tous les partis s'engagèrent à réformer le mode de scrutin. Le 15 avril 2003, au lendemain de son élection, le nouveau premier ministre Jean Charest (PLQ) annonça que la réforme aurait lieu « dans la première année du premier mandat » (sic). Depuis, les choses traînent et le signal en provenance du gouvernement est à l'effet qu'une telle réforme ne pourrait pas être mise en œuvre d'ici les prochaines élections.

Si cet enjeu a pu demeurer au-devant de la scène depuis cinq ans, malgré les faux-fuyants des politiciens néolibéraux, c'est beaucoup grâce au travail de chien de garde des mouvements citoyens. Depuis 2000, au moins trois organismes font un excellent travail de réflexion, d'analyse, de pédagogie populaire, de représentation et de pression en faveur de la proportionnelle au Québec : le Mouvement pour une démocratie nouvelle, le Collectif Féminisme et démocratie et le Mouvement Démocratie et citoyenneté. Ajoutons que l'Union des forces progressistes et Option citoyenne – et avant eux le Rassemblement pour l'Alternative politique né en 1998 – en ont fait cheval de bataille de premier choix. C'est grâce aux pressions de ces groupes que par exemple, la Commission spéciale électorale a pu inclure des citoyens en presque parité avec les parlementaires.

L'actuel projet de réforme proposé laisse cependant sur sa faim. Il s'agit d'un mode uninominal comme actuellement (un seul vote, celui qui obtient le plus de votes remporte le siège), mais qui servirait à élire 75 députés de circonscription au lieu de 125 comme c'est présentement le cas, et qui réserverait 50 sièges pour la compensation. Les circonscriptions seraient regroupées en districts qui incluraient chacun deux sièges

de compensation. Les candidats pour la compensation seraient choisis par les partis au moyen de listes. La compensation, plutôt que de s'exercer sur une base nationale, et au moyen d'un second vote, comme c'est le cas pour le modèle allemand par exemple, s'effectuerait par district et au moyen d'un calcul de la meilleure moyenne obtenue lors du vote unique au niveau du district. Cette proposition profiterait surtout aux partis qui réussiraient à faire élire des députés de circonscription, lesquels seraient quasiment les seuls à bénéficier d'une meilleure proportion de sièges. Avec ce modèle, il sera mathématiquement impossible pour un parti d'obtenir un siège avec moins de 13% à 15% des voix au sein d'un district. C'est pourquoi la très grande majorité des mémoires réclament une véritable proportionnelle qui comporterait deux votes distincts (un de circonscription et un pour la compensation) et une compensation qui s'appliquerait au niveau national, avec un plancher variant entre 2 et 5%. Diverses mesures sont également proposées pour favoriser la parité hommes-femmes ainsi qu'une meilleure représentation de la diversité ethnoculturelle à l'Assemblée nationale. Le projet prévoit également la possibilité d'ajouter deux sièges pour les nations autochtones. Les Inuits ont d'ailleurs réclamé un siège pour le Nunavik. Pour les progressistes, il revient à ces nations de décider si elles veulent être représentées à l'Assemblée nationale.

La demi-réforme du gouvernement Charest a été rejetée clairement par l'ensemble des groupes consultés. Souhaitons qu'une forte pression populaire soit maintenue en faveur d'une véritable proportionnelle, c'est-à-dire sur une base nationale et au moyen de deux votes. De plus, l'ex-directeur général des élections du Québec (DGEQ), M. Pierre-Yves Côté, est d'avis que la réforme pourrait être mise en œuvre à l'intérieur d'une période de 18 mois comme ce fut le cas en Irlande. Le plus impopulaire des gouvernements des dernières décennies aurait-il avantage à faire miroiter cette réforme après les prochaines élections prévues pour 2007-2008 ?

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Création d'un NPD sur la scène québécoise : L'unité de la gauche au Canada sans affaiblir la gauche québécoise ! (nov-déc 2006)

Par Pierre Dostie

Le congrès du NPD tenu à Québec les 9 et 10 septembre derniers a franchi un pas important dans la résolution d'une impasse historique qui persiste dans ce parti depuis plus de 40 ans, et qui a sans doute contribué à l'écarter du pouvoir. Non seulement le chef Jack Layton a-t-il tenu à s'adresser spécifiquement à la population québécoise, mais les délégués ont adopté avec une forte majorité la « Déclaration de Sherbrooke » qui reconnaît la nation québécoise et son droit à l'autodétermination, nation que l'on cherchera néanmoins à accommoder au sein d'un fédéralisme asymétrique et coopératif. Seule ombre au tableau : des militants de la section québécoise du parti ont indiqué leur intention de fonder un parti NPD sur la scène québécoise. Cette perspective n'est pas sans inquiéter les porte-parole de Québec solidaire, Françoise David et Amir Khadir, qui étaient observateurs invités au congrès.

Si cette intention s'actualise, ce sera la troisième tentative connue d'implanter un parti NPD au Québec. En effet, dès sa fondation en 1963, le NPD Québec connut un schisme sur la question du droit à l'autodétermination du Québec et décida de se concentrer sur la scène fédérale pendant que le Parti socialiste du Québec (PSQ) évoluait sur la scène québécoise. Suite à la disparition du PSQ, le NPD-Québec réapparut en 1985 pour se désaffilier à nouveau du NPD fédéral en 1989, en réponse au refus de reconnaître le droit du Québec à l'autodétermination. Le NPD-Québec deviendra le Parti de la démocratie socialiste (PDS) en 1995 et formera l'Union des forces progressistes (UFP) en 2002, avec le Rassemblement pour l'alternative politique (RAP) et le Parti communiste du Québec (PCQ). L'UFP s'unira avec le mouvement Option citoyenne en février 2006.

Luttes sociales progressistes et projet politique national ont toujours indissociablement mobilisé la gauche québécoise depuis 50 ans. Cette gauche s'est efforcée, principalement depuis dix ans, à construire l'unité qu'incarne le parti Québec solidaire, qui articule le projet de souveraineté sur la base d'un projet social, et qui est maintenant présent dans toutes les régions du Québec. Sur la scène fédérale, la gauche québécoise vit depuis longtemps une certaine ambivalence, car aucun des partis fédéraux ne rencontre véritablement ses aspirations. Le Bloc québécois canalise le vote national, mais n'est pas suffisamment progressiste au goût de plusieurs. Le NPD satisfait certaines attentes sur le plan social, mais jusqu'ici a toujours tenu une position décevante sur la question québécoise. Même lors de la campagne de juin 2004, on se souviendra que Jack Layton avait déclaré que le « clarity bill » devrait être retiré, mais que ce sont ses propres paroles que ses militants de l'Ouest lui ont fait retirer. La nouvelle position du parti, dans la mesure où elle serait réellement appliquée, permettrait de croire sérieusement en la possibilité de construire le NPD sur la scène fédérale au Québec. Si, malgré tout jusqu'ici, plusieurs militants de Québec solidaire et de ses prédécesseurs n'ont pas hésité à appuyer le NPD sur la scène fédérale, y

compris en se portant candidat, il y a lieu de croire que le parti saura mobiliser davantage les progressistes lors d'élections fédérales.

Mais si le NPD s'aventure sur la scène québécoise, cela risquerait de nuire sérieusement au processus unitaire en cours au sein de la gauche québécoise et au développement de Québec solidaire. En quoi la création d'un NPD au Québec contribuerait-elle davantage à l'unité des progressistes à travers le Canada, si elle divise la gauche québécoise ? La simple adoption en congrès d'une résolution reconnaissant le droit du Québec à l'autodétermination ne suffira pas à réhabiliter le NPD aux yeux du Québec. À plusieurs reprises dans son histoire le CCF-NPD a reconnu le droit du Québec à l'autodétermination. Une fois de plus ! Ça sonne bien en congrès. Ce qui n'a pas empêché M. Layton, sous pression de l'Ouest, dans la foulée des dernières élections, de reconnaître la loi sur la clarté. Nombreux sont ceux qui ne les croient plus sur la question nationale.

Pourtant, la crédibilité et éventuellement l'implantation du NPD fédéral au Québec, repose non seulement sur une position claire susceptible de contribuer à la résolution de la question nationale et des questions sociales, mais sur la constance de cette décision au sein du parti et dans le temps. Ne vaut-il pas mieux investir dans ce processus et développer des alliances avec les organisations existantes au Québec ? Voilà une belle occasion de mettre concrètement en application les principes de l'autodétermination et de l'asymétrie.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

La crise financière « made in Québec » ou la plus grosse couleuvre jamais présentée à la nation québécoise (sept-oct 2009)

Par Pierre Dostie

Le célèbre fraudeur états-unien Bernard Madoff a détourné plus de 50 milliards des investisseurs qui lui ont fait confiance sur une durée de presque trente ans. Cela lui a valu 150 ans de prison pour le crime économique le plus important de l'histoire des É.-U.. Au Québec et au Canada, M. Madoff, n'aurait risqué qu'une peine maximale de 15 ans, et il serait admissible à une libération conditionnelle après le sixième de sa peine, soit deux ans et demi.

Les sept millions de québécois ont perdu eux, dans la dernière année seulement, 40 milliards de dollars. Leur Caisse de dépôt et de placement (CDPQ), fondée en 1965 pour protéger et faire fructifier les caisses de retraite, et pour contribuer à l'économie du Québec, avait un actif de plus de 155 milliards à la fin 2007. Un an plus tard, il a fondu à près de 120 milliards. Vous me direz que la crise financière est mondiale et que la CDPQ n'est pas la seule qui a été affectée. Pourtant, on estime qu'au moins le quart de cette perte, soit 10 milliards, serait imputable à une erreur des gestionnaires de la caisse, qui ont acheté une quantité impressionnante de papier commercial (PCAA) alors que d'autres institutions comme la Banque Nationale s'en délestaient, tout en se moquant de la CDPQ qui continuait d'en acheter malgré les signaux d'alarme émis par les experts.

L'ex-président de la caisse, M. Henri-Paul Rousseau, n'était plus à la barre de cette institution au moment où l'affaire a éclaté au grand jour. Il y était pourtant au moment où la situation s'est produite, soit en août 2007. Il n'a pu expliquer en Commission parlementaire, en mai 2009, comment il se fait que les avertissements émis par les courtiers aux gestionnaires de la Caisse n'aient pas empêché l'achat massif de ces mauvais titres.

M. Rousseau a quitté la CDPQ en août 2008 pour devenir, en janvier 2009, vice-président du conseil d'administration de Power Corporation et de la filiale Financière Power, un empire dans lequel la CDPQ a plus de 400 millions d'investis. Il a accepté une modeste indemnité de départ de 378,750 \$. Après tout, comme il l'a mentionné en commission parlementaire, en réponse aux semonces et aux questions du député Amir Khadir de Québec solidaire, qui lui reprochait d'avoir quitté le bateau et d'avoir manqué de courage, le fait d'avoir servi l'État à la tête de la CDPQ, l'a amené à renoncer à plusieurs millions de dollars qu'il aurait pu gagner dans le secteur privé. Après six ans de quasi-bénévolat (1,65 million par an, assorti d'une prime de 728,310 \$), M. Rousseau, qui gagne sans doute aujourd'hui un salaire un peu plus décent, est venu fournir aux parlementaires la théorie de la « tempête parfaite » (perfect storm) et celle du « mystère » comme explication de qui est arrivé aux 40 milliards disparus, soit 25% du bas de laine des Québécois accumulé depuis 45 ans.

En 2004, le gouvernement Charest a changé le mandat de la CDPQ en lui demandant de rechercher le rendement optimal, tout en reléguant au second plan la contribution de la Caisse à l'économie du Québec. Ce changement de mandat s'est accompagné d'une stratégie de placement agressive de type « casino » qui incluait un système de prime au rendement aux gestionnaires de la CDPQ, qui a coûté 40 millions en 2006, et qui constituait alors plus du tiers de la masse salariale totale de la caisse. C'est la participation québécoise à la crise financière cyclique propre au capitalisme, emballé par la globalisation. Quant à l'investissement de la CDPQ au Québec, il ne représente plus que 8% de ses actifs.

Ceux qui auraient voulu en savoir davantage sur le « mystère » de la caisse seront déçus. L'auteur Mario Pelletier n'a pu distribuer son livre *La caisse dans tous ses états*, la maison d'édition s'étant pliée à une mise en demeure de la CDPQ.

Peu de gens croient en fait les explications de M. Rousseau. Cependant, peu de gens jusqu'ici l'ont manifesté publiquement et encore moins collectivement. Pire, pendant que l'attention était portée sur Rousseau et les gestionnaires de la caisse, l'État se portait au secours du capitalisme sauvage, dont la crise financière est l'un des effets, faisant fi cette fois du crédo sur le déficit zéro qu'on nous chante depuis plus de 20 ans. On sent quand même la colère gronder. Jusqu'ici le député Amir Khadir s'est fait le porte-parole efficace et percutant des gens qui paieront le prix de cette crise alors que ceux qui en profitent demeurent jusqu'ici intouchables.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Laïcité de l'État et institutions publiques

L'école doit être laïque et publique au Québec (mars-avril 2005)

Par Pierre Dostie

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, s'est mis les pieds dans les plats en janvier dernier lorsqu'il annonça, puis retira une semaine plus tard devant le tollé, le financement public à 100 % des écoles privées juives. Cette minicrise autour d'une décision prise en catimini a démontré une fois de plus que Jean Charest méprise les processus démocratiques et fait preuve d'une méconnaissance inquiétante de la société québécoise. Celui qui croyait pouvoir *passer en douce un sapin* à la population a ranimé un débat de fond auquel il devra maintenant faire face. Le peuple québécois a démontré dans les derniers mois qu'il désire une école publique laïque et la fin du financement public de l'école privée.

Historique

La société québécoise a beaucoup changé depuis le *British North America Act.* de 1837 et le *Quebec Act* de 1877. Dans l'Amérique britannique, les Français sont catholiques et les Anglais protestants. La Constitution du Dominion garantit aux uns et aux autres le droit à des écoles confessionnelles dans *la belle province*. L'Église catholique jouit néanmoins de garanties qui lui assurent une main forte sur ses ouailles, ainsi que le caractère confessionnel des établissements de santé et d'éducation qu'elle développe et contrôle. Les élites de l'époque y voient un moyen efficace de sauvegarder la langue française.

La diversité démographique qui s'ensuivit grâce à l'immigration rendit avec le temps les garanties accordées aux seuls catholiques et protestants discriminatoires pour les autres confessions religieuses. La Charte canadienne des droits et libertés, qui accompagna le rapatriement de la Constitution canadienne en 1982, trouva son application au Québec comme ailleurs, bien que celle-ci ne fut jamais signée par aucun premier ministre. De son côté, la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, adoptée en 1975, stipule que les parents ont le droit d'exiger pour leurs enfants un enseignement religieux ou moral « conforme à leurs convictions ». Elle garantit néanmoins, à l'article 10, la reconnaissance et l'exercice des droits et libertés indépendamment, entre autres, de la race, de la couleur, de la religion et de l'origine ethnique ou nationale.

Si elle s'est définie sur une base ethnique par le passé, la nation québécoise est maintenant inclusive à toute personne vivant au Québec. L'identité québécoise réside dans la citoyenneté et dans le fait d'appartenir à une même communauté politique. De plus, le Québec récolte aujourd'hui les fruits de la Loi 101. Une nouvelle génération de Québécois et Québécoises de diverses origines, ayant le français comme langue commune, participe à l'évolution du Québec.

Un long processus quasi à terme

La *Révolution tranquille*, cette vague de réformes, de modernisation, de laïcisation (des institutions sociosanitaires et éducatives) et de démocratisation de l'État québécois, entreprise dans les années 1960-1970, ne s'est cependant pas rendue jusqu'à la laïcisation de l'enseignement. Un pas de plus a été franchi dans cette direction entre 1996 et 2000 après les États généraux de l'éducation et la publication du rapport Proulx sur la place de la religion à l'école. Depuis 1998, l'école est officiellement laïque et regroupe les élèves sur une base non plus confessionnelle, mais linguistique. Cependant, l'utilisation par le gouvernement du Québec de la clause dérogatoire à la Charte canadienne des droits et libertés et à la Charte des droits et libertés du Québec permet temporairement, malgré le caractère officiellement laïc de l'école, le maintien de l'enseignement religieux aux catholiques et aux protestants. La Commission des droits et libertés du Québec est toutefois d'avis que cette pratique est discriminatoire. Cette dérogation, qui a été une sorte de compromis permettant d'appliquer la réforme par étapes devant les pressions des groupes religieux (catholiques surtout), arrive justement à terme en juin 2005. En vigueur depuis 2000, elle devait permettre à l'État de préparer la mise en œuvre d'un programme alternatif d'enseignement culturel des religions au primaire et au secondaire. Le rapport Proulx recommandait même que « l'article 41 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec soit modifié de manière que, selon les termes de l'article 18.4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, il reconnaisse *la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux, de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions.* »

Devant cette situation, le gouvernement Charest aura trois options. Soit il prend des dispositions pour que toutes les confessions religieuses jouissent du même droit en ayant accès à l'enseignement religieux, ce qui paraît impossible à gérer. C'est pourtant ce que Jean Charest semble avoir entrepris dans les faits, même s'il a dû reculer momentanément. Soit il prolonge la clause dérogatoire, ce qu'il ne pourra pas faire indéfiniment, surtout que l'on pourrait mettre en doute la suffisance du motif. Il pourrait néanmoins être tenté de suivre cette voie en espérant gagner du temps. Soit enfin il complète la réforme entreprise en sortant l'enseignement religieux de toutes les écoles publiques. Une coalition, le Mouvement laïc québécois, a relancé sa campagne en ce sens.

École privée / école publique

Au Québec, le débat sur le caractère confessionnel de l'école ne saurait être mené sans aborder la question de l'école privée. Plus de 100 000 élèves fréquentent les écoles privées aux niveaux primaire et secondaire, ce qui représente 10 % de toute la clientèle, mais 20 % à 25% de la clientèle du secondaire dans les grandes agglomérations. Au Canada, c'est au Québec que la fréquentation du réseau privé est la plus importante. Cela s'explique en grande partie par la générosité incongrue du financement public (60 % du budget, mais plus de 80 % si l'on tient compte des déductions d'impôt applicables à la contribution des parents). En 1997-1998, alors que le Québec comptait

pour moins de 25 % de la population canadienne, il versait plus de 50 % de l'ensemble des subsides consentis aux écoles privées par les gouvernements provinciaux. Pour une augmentation de 14 % de leurs effectifs, entre 1999 et 2004, les écoles privées québécoises ont même eu droit à 20 % d'augmentation de leur financement de la part du gouvernement. Pendant ce temps, le réseau public en recevait seulement 9% pour une augmentation de fréquentation de 9 %.

L'école privée sélectionne les meilleurs candidats, ceux qui ont par ailleurs les meilleurs moyens financiers. L'école publique, qui figure au bas de l'échelle du fameux *palmarès annuel des écoles*, accuse un important retard de financement. Elle n'a pas assez de budgets pour offrir des volumes à tous ses élèves ni pour réparer les toitures qui coulent. Quant aux niveaux collégial et universitaire, le gouvernement vient de transformer 105 millions de bourses en prêts. Voilà un trait de *société distincte* dont il n'y a pas lieu d'être fier.

Plusieurs progressistes, et notamment la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), croient que le financement public des écoles dites privées s'inscrit dans un plan de démantèlement de l'éducation publique en faveur de la privatisation complète du secteur. Le plus ironique dans l'affaire est que M. Charest et son ministre de l'Éducation, Pierre Reid, ont tenté de nous faire avaler que leur récente décision de financer les écoles juives privées à 100 % allait dans le sens de l'intégration des communautés culturelles à l'ensemble québécois. Pourtant, ce n'est pas la ghettoïsation des écoles, mais leur caractère public et laïc qui est le meilleur gage de l'intégration. L'égalité de tous devant la loi et la liberté de conscience doivent primer sur toute autre considération.

Le Québec « est prêt » M. Charest !

Le débat social, que pensait peut-être étouffer le premier ministre Charest à la veille de l'échéance de la clause dérogatoire en juillet prochain, a été relancé de plus belle. Il révèle déjà que la société québécoise a évolué et qu'elle est enfin prête pour l'école publique et laïque. En effet, un sondage Léger Marketing réalisé publié le 22 février dernier dans le Devoir révélait que 76% des Québécois et des Québécoises croient que l'école ne devrait plus offrir un enseignement confessionnel. En outre, 59% revendiquent un « enseignement culturel sur les différentes religions du monde en tenant compte des traditions qui ont marqué le Québec ». De plus, le Conseil supérieur de l'éducation ajoutait le 9 février dernier que « le Québec doit rapidement s'engager sur la voie de l'enseignement non confessionnel de la religion ». Enfin, la plus vaste coalition jamais vue au Québec, composée des syndicats, commissions scolaires, directeurs, cadres et parents, bref, la totalité du monde scolaire primaire et secondaire, réclame la fin du financement public des écoles privées et le réinvestissement de 75 millions dans le système public. Une position que l'Union des forces progressistes appuie par sa plate-forme qui propose « l'intégration progressive des écoles privées dans le système public, dans le respect des droits des salariés et salariées ».

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Compléter et garantir la laïcisation des institutions québécoises : voilà le plus raisonnable des accommodements (Mars-avril 2007)

Par Pierre Dostie

L'été dernier, la chroniqueuse du National Post Barbara Kay a prédit l'émergence d'un Quebecistan parce que des politiciens ont participé à une manifestation contre l'agression du Liban.²⁰ Cette déclaration a été qualifiée de « pure diffamation contre tout un peuple » par M. Jean Dorion de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et de « grossièreté » par le PM Charest. D'autres y ont vu une manifestation de plus de ce que Graham Fraser du Toronto Star qualifie de « Quebec bashing »,²¹ à la veille d'une élection et d'un autre possible référendum sur la souveraineté. Il est assez paradoxal de constater que pendant ce temps, les Québécois menaient un épineux débat sur ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l'accommodement raisonnable. Un débat dont les enjeux sont les libertés fondamentales, l'intégration et l'« aménagement de la diversité ethnoculturelle »²² de la nation québécoise, nouvellement reconnue par le parlement canadien, au sein d'un Canada cependant tout aussi « uni » que sa constitution est « démocratique et laïque ».

Reconnaissons que le contexte prête à confusion. Et pour cause. Les concepts s'enchevêtrent à qui mieux mieux. On confond de simples ajustements communautaires motivés par l'ouverture d'esprit et le bon voisinage avec le concept juridique d'accommodement raisonnable, qui fait exception. On dénonce certaines concessions « excessives » que des établissements publics bien intentionnés auraient faites à des groupes religieux. Le Prélat de l'Église catholique s'en mêle et réclame à son tour des accommodements à une soi-disant majorité catholique, mais qui ne pratique plus. Certains groupes s'inquiètent de la montée des intégrismes religieux qui, à la faveur des accommodements obtenus, en profiteraient par exemple pour nier aux femmes leurs droits fondamentaux. Les politiciens s'en mêlent pour y ajouter une dose de démagogie, comme ce fut le cas avec la sortie de Mario Dumont de l'ADQ, le parti le plus à droite de l'échiquier politique québécois, qui s'est retrouvé en position de réclamer que « les nouveaux arrivants respectent les valeurs communes québécoises, notamment l'égalité entre les hommes et les femmes ».

Pour tenter d'y voir un peu plus clair, c'est en tout cas ce qu'on prétend, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Jean-Marc Fournier, a formé un comité consultatif chargé de faire le point sur l'intégration, dans le réseau de l'éducation, des jeunes issus de communautés culturelles, religieuses et linguistiques différentes ainsi que sur la gestion de la diversité au moyen d'accommodements raisonnables. Par ailleurs, la Commission des droits de la personne et de la jeunesse a lancé un débat et une réflexion sur les choix politiques et sociaux qui sont au cœur de la question et qui

²⁰ The rise of Quebecistan, National Post, 9 août 2006.

²¹ Voir son essai « Sorry I don't speak french ».

²² Selon les termes de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse du Québec.

débordent largement des comportements individuels ou des accommodements d'ordre juridique. Par exemple jusqu'à quel point l'État doit-il être neutre et laïque?

Pour une nation encore « en devenir », qui ne possède pas tous ses pouvoirs, et qui est soumise à une Constitution qui ne la reconnaît pas et à laquelle elle n'a pas adhéré, la question n'est pas facile à répondre. Il semble néanmoins qu'il se dégage au Québec une volonté de rechercher une formule originale, qui ne soit pas de l'ordre du multiculturalisme à la Canadienne, ni du « melting pot » à l'Américaine, mais une démarche inclusive et fondatrice d'une nouvelle nation civique, dont les institutions sont publiques et laïques, une nation riche de sa diversité ethnoculturelle, d'une langue partagée et de valeurs progressistes communes²³.

Mais que dire d'une Constitution dont le chef d'État est un étranger, désigné par l'hérédité et non élu par le peuple, qui est simultanément le chef de l'État et le chef suprême de l'Église d'Angleterre ? Une constitution qui refuse le principe de la souveraineté populaire et proclame la suprématie de Dieu ? Qui garantit des privilèges à certaines religions et non à d'autres ?²⁴

Je vous le dis, des mauvaises langues seraient tentées de prédire que cette constitution est une véritable catastrophe, et qu'elle favorise l'émergence d'un véritable « Canadistan ».

[TABLE DES MATIÈRES](#)

²³ Selon un sondage CROP réalisé pour le Cercle canadien, Les québécois sont davantage «solidaires» que «lucides». Le 11 janvier 2007.

²⁴ Voir le Manifeste pour une république laïque, du Mouvement laïque québécois.

Accommodements pour une nation accommodante (Jan-Fév 2008)

Par Pierre Dostie

Le débat qui anime l'actualité québécoise sur les accommodements raisonnables depuis plus d'un an en est un en fait sur l'identité nationale et sur la stratégie à la fois de construction et d'intégration de cette jeune nation en évolution. Jamais le choc de l'approche multiculturelle canadienne et de celle, interculturelle, que cherche à développer le Québec, n'a été si frappant dans la récente histoire. Dans ce capharnaüm, quelques stratégies émergent, qui offriront possiblement au Parlement canadien, l'opportunité de tester les implications pratiques de la résolution de reconnaissance de la nation québécoise, qu'il a adoptée il y a un an.

Témoignages à la Commission Bouchard-Taylor

La Commission Bouchard-Taylor, Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, a été annoncée en pleine campagne électorale en mars 2007 alors que plusieurs pratiques d'accommodement controversées ont donné l'occasion à quelques groupes et même certains politiciens, de verser dans la démagogie, dont Mario Dumont de l'ADQ. La Commission a parcouru les 17 principales villes du Québec entre septembre et décembre et elle livrera son rapport en mars 2008. Elle doit notamment « formuler des recommandations au gouvernement pour que ces pratiques d'accommodement soient conformes aux valeurs de la société québécoise en tant que société pluraliste, démocratique et égalitaire²⁵ ». Pour la Commission, les tensions auxquelles les Québécois assistent relativement à ces accommodements, sont « un symptôme d'un problème plus fondamental concernant le modèle d'intégration socioculturelle institué au Québec depuis les années 1970. Cette perspective invitait à revenir sur l'interculturalisme, l'immigration, la laïcité et la thématique de l'identité québécoise²⁶ ».

La grande participation aux forums publics, de même que les nombreux mémoires présentés, témoigne de l'intérêt, sinon de la préoccupation grandissante que portent les Québécois à la question. Les points de vue entendus, dans le cadre des consultations ou en marge de celles-ci, ont eu de quoi inquiéter à certains moments, frisant le racisme ou la xénophobie. De plus, si les intégrismes religieux des communautés immigrantes y ont été dénoncés à maintes reprises, celui des catholiques n'a pas manqué de se manifester. Pourtant, un fort courant d'ouverture à la différence, de respect de la liberté de religion et des valeurs égalitaires entre les femmes et les hommes, s'est néanmoins exprimé avec constance et a réclamé que le caractère laïque des institutions publiques soit garanti comme condition du vivre ensemble.

²⁵ Mandat de la Commission Bouchard-Taylor, <http://www.accommodements.qc.ca/>.

²⁶ Mandat de la Commission Bouchard-Taylor, <http://www.accommodements.qc.ca/>.

Le « Nous » québécois en mutation

Douze ans se sont écoulés depuis le « Nous » du PM Parizeau et son blâme envers l'argent et le « vote ethnique » au soir du référendum, que l'on sait aujourd'hui perdu de justesse en grande partie grâce à la violation des lois québécoises par le gouvernement Chrétien. Certes, les francophones avaient voté « oui » en majorité et cela n'avait pas suffi. Car ils n'étaient pas seuls à former le Québec et à pouvoir se prononcer sur son avenir. Si pendant des siècles, l'Église catholique avait été la gardienne de la langue et de la foi, elle avait aussi favorisé un repli sur soi. Au lendemain du référendum de 1995, les efforts se sont multipliés de toute part pour éveiller la population à la diversité et accentuer les efforts d'intégration. Mais les efforts de définition d'une nouvelle nation dans sa diversité ethnoculturelle se sont heurtés aux pratiques de multiculturalisme à la Canadienne, ce multiculturalisme qui a toujours contribué à nier l'existence de la nation québécoise.

Difficile pour une nation qui ne possède pas les leviers politiques et juridiques pour préserver sa langue, sa culture, son identité, de se faire accommodante envers celui qui arrive de l'étranger dans un pays, qui pour lui est le Canada, dont la Constitution refuse tout accommodement au Québec, dont la Cour suprême achève de réduire en purée la loi 101, censée faire du français la langue officielle au Québec.

Projet de loi sur l'identité nationale de Pauline Marois

Cherchant à devancer Mario Dumont sur le créneau de l'identité nationale, que ce dernier exploite à fond, la nouvelle chef du Parti québécois Pauline Marois a déposé à l'Assemblée nationale un projet de loi sur l'identité québécoise, qui prévoit l'adoption d'une Constitution et l'établissement d'une citoyenneté québécoise qui serait octroyée aux résidents du Québec qui font preuve d'une maîtrise suffisante du français. La citoyenneté permettrait l'éligibilité aux diverses élections, la participation financière aux partis politiques et la présentation de pétitions. La plupart des acteurs politiques, sans remettre en question la pertinence du projet dans son ensemble, et à l'instar des citoyens sondés sur la question, considèrent que ces conditions à la citoyenneté devraient être retirées du projet de loi et que d'autres mesures devraient être privilégiées pour protéger le français, tels un plus grand accès aux cours de français et le renforcement de la loi 101.

Plan de match du Bloc québécois

Le Bloc a élaboré un plan de match très complémentaire à celui du PQ. Dans la suite logique de la reconnaissance de la nation québécoise, il a l'intention de proposer au Parlement canadien des amendements à certaines lois fédérales qui touchent la reconnaissance du français au Québec. De plus, il prévoit proposer un amendement à la loi sur le multiculturalisme afin d'en soustraire le Québec et lui permettre de développer son propre modèle d'intégration. Enfin, dans le but de renforcer les instruments nationaux de protection de la culture, le Bloc réclamera pour le Québec tous les pouvoirs en matière de télécommunication.

De nombreux éditorialistes du ROC (Rest Of Canada) se sont montrés sévères à l'endroit des Québécois qu'ils perçoivent comme intolérants relativement aux pratiques d'accommodements. Les conditions sociologiques et historiques y sont cependant fort différentes du Canada en général. Si, à ce qu'il semble, le multiculturalisme favorise un modus vivendi aux Torontois, il n'en est pas de même à Montréal où la diversité ethnoculturelle représente un enjeu stratégique pour l'intégration de la nation québécoise en composition.

[TABLE DES MATIÈRES](#)

Les suites espérées du Rapport Bouchard-Taylor (sept-oct 2008)

Par Pierre Dostie

La Commission Bouchard-Taylor, qui a finalement rendu son rapport juste avant le début de l'été, l'a fait dans la controverse, tout comme furent controversés les événements qui avaient conduit à sa mise sur pied par le gouvernement du Québec un an plus tôt. Les deux commissaires avaient pour mandat de « formuler des recommandations au gouvernement pour que les pratiques d'accommodement soient conformes aux valeurs de la société québécoise en tant que société pluraliste, démocratique et égalitaire²⁷ ». Le rapport de quelque 300 pages, que plusieurs ont commenté sans avoir lu, laisse les souverainistes du PQ et les autonomistes de l'ADQ sur leur faim tandis qu'il est généralement bien reçu à gauche (QS) ainsi que chez les Québécois issus des communautés culturelles. L'Assemblée nationale sera probablement appelée à donner suite à ce rapport au cours de l'automne. Espérons que le contexte de gouvernement minoritaire permettra la mise en place de mesures plus fondamentales et durables que celles, ambiguës et symboliques qui ont été annoncées jusqu'ici.

Durant les cinq jours qui ont précédé le dévoilement du rapport, le journal *The Gazette*, bénéficiant d'une fuite, a rendu publics certains éléments du rapport qui, pris isolément et pour le moins sujets à interprétation, ont provoqué de nombreuses réactions hâtives au sein de la population et de la part des acteurs politiques intéressés. Ces incidents n'ont certes pas contribué à la réceptivité envers le rapport. La question sera entendue au Conseil de Presse, à la suite du dépôt d'une plainte de la part de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Mais comme le dit Norman Spector dans le *Devoir* du 29 mai, « ceux qui organisent des fuites le font généralement pour satisfaire des intérêts précis ». Le fait que les Québécois « devraient être plus nombreux à apprendre l'anglais » n'est peut-être pas faux, mais ce n'était sans doute pas la recommandation principale de la commission en matière d'intégration des nouveaux arrivants à la société québécoise.

La Commission a voulu dédramatiser le débat en affirmant qu'il y avait eu surtout « crise des perceptions » au départ. Le rapport fait d'ailleurs une longue analyse des incidents les plus relatés et ayant conduit à son mandat. Bien que cette affirmation ait été mal reçue, il demeure que dans l'ensemble, la Commission reconnaît la grande ouverture de la nation québécoise, malgré la fragilité des conditions du maintien et du développement de son identité. Nombreux sont les acteurs politiques, l'ancien PM Bernard Landry, la chef du PQ Pauline Marois entre autres, qui considèrent que la Commission ne va pas assez loin dans la reconnaissance du « malaise identitaire » et surtout lui reprochent de qualifier les Québécois composant le noyau principal de la nation de « canadiens-français » plutôt que « québécois de souche ». Il est vrai que depuis 400 ans, les Canadiens français ont intégré des milliers d'autochtones, d'irlandais, d'anglais, de français, de Latino-Américains, d'Asiatiques, etc. Mais il est également vrai que la

²⁷ Mandat de la Commission Bouchard-Taylor, <http://www.accommodements.qc.ca/>.

construction de la nation est loin d'être terminée. Ce qui fait dire à certains historiens, ethnologues ou sociologues, que ni l'expression « canadienne-française » ni « Québécois de souche » ne reflète aujourd'hui la réalité du groupe majoritaire.

La Commission a tout de même le mérite d'avoir clairement affirmé que la promotion du français et l'égalité hommes-femmes sont des rares sujets de consensus, et que par ailleurs « le modèle du multiculturalisme canadien ne semble pas bien adapté à la réalité québécoise²⁸ ». Ce ne fut pas suffisant pour les péquistes et adéquistes qui ont rejeté le modèle d'interculturalisme proposé par la Commission, lui opposant le concept de « convergence culturelle ». Mais lorsqu'on lit la définition de l'interculturalisme que la Commission donne dans son glossaire²⁹, on comprend que la celle-ci se situe davantage dans une dynamique de construction de l'identité nationale en processus. Saisissant la balle au bond, le Bloc québécois a demandé au Gouvernement Harper d'exempter le Québec de la loi sur le multiculturalisme, afin de donner le bon signal aux Québécois et aux immigrants. Le PM a esquivé la question.

Le jeune parti progressiste Québec solidaire a appuyé le Rapport. Certainement parce que la Commission propose un modèle de laïcité ouverte, tolérante aux manifestations du religieux dans les institutions publiques, chez la clientèle et le personnel, mais non pas chez les représentants de l'autorité. Mais aussi parce que la Commission propose, outre des programmes axés sur l'interculturalisme et un livre blanc sur la laïcité, un plus grand appui à la francisation, une meilleure intégration des minorités ethniques dans toutes les sphères de la société, le soutien aux femmes immigrantes, la reconnaissance des diplômes et des compétences des immigrants, le renforcement des droits économiques et sociaux dans la Charte québécoise des droits et libertés, etc.

Il est compréhensible qu'une nation qui n'a pas encore tous les pouvoirs lui permettant de s'émanciper et d'intégrer ses nouveaux membres, soit craintive pour son avenir et hésitante, sinon ambivalente devant la rencontre de l'autre, dans la perspective d'un nouveau « nous ». Mais l'avenir de la nation québécoise serait encore davantage menacé par le nationalisme ethnique et étroit que certains acteurs nostalgiques et politiciens à courte vue voudraient bien raviver.

Espérons que, ni les conséquences des pratiques médiatiques du journal The Gazette, ni les chicanes au sein de la famille souverainiste – le commissaire Bouchard ayant été injustement pris à partie par certains de ses ténors – ne feront diversion au point de nuire à la mise en œuvre des nombreuses recommandations de la Commission, qui sont teintées de nuances et de sagesse.

TABLE DES MATIÈRES

²⁸ Rapport abrégé.

²⁹ Interculturalisme : Politique ou modèle préconisant des rapports harmonieux entre cultures, fondés sur l'échange intensif et axés sur un mode d'intégration qui ne cherche pas à abolir les différences tout en favorisant la formation d'une identité commune.

La question de la laïcité s'enlise dans l'incohérence et la confusion (mai-juin 2010)

Par Pierre Dostie

Le rapport Bouchard-Taylor, sur les accommodements raisonnables, déposé au printemps 2008, n'a pas eu jusqu'ici de suites significatives. Il recommandait notamment de clarifier le modèle de laïcité au Québec, ce qui n'a pas été fait.

On pourrait même dire que le concept s'enlise dans l'incohérence, sinon la confusion, et que cela fait sans doute l'affaire des fossoyeurs de la nation québécoise.

Accommodements déraisonnables

L'actualité continue de nous fournir des anecdotes sur les accommodements déraisonnables dont voici quelques exemples :

- Le port du signe religieux est toléré dans les écoles et autres institutions publiques. Mieux encore, à l'école publique pour filles Marguerite-De-Lajemmerais de Montréal, le hidjab est offert avec le logo de l'école. Par ailleurs, le financement à hauteur de 75% est accordé à plus de 60 écoles ethnoreligieuses privées.
- À la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), des juifs hassidiques ont refusé qu'une femme leur fasse passer leur examen de conduite, et, à l'inverse, des femmes musulmanes ont exigé d'avoir une femme comme examinatrice. Ces décisions furent confirmées par la Commission des droits de la personne et de la protection de la jeunesse (CDPDJ).
- Un simple citoyen de Longueuil, Michel Robichaud, a refusé de se faire servir par une employée voilée de la Régie d'assurance maladie du Québec (RAMQ). On lui a alors ordonné de retourner faire la queue pour obtenir les services d'un autre préposé, ce qu'il a jugé inadmissible. Sa plainte a été déboutée à la fois par la Commissaire aux plaintes de la RAMQ et par la CDPDJ.

Ces incidents, et les décisions auxquels elles donnent lieu, contribuent à définir indirectement un modèle de pseudo-laïcité, qui fait tranquillement jurisprudence, et qui consiste plutôt à encadrer la coexistence des religions au sein de l'espace public, quand il ne permet pas le financement par l'État des institutions confessionnelles ou des activités religieuses. Ce processus est loin d'être un facteur d'unité de la nation québécoise en processus de composition.

Laïcité « ouverte » ou « rigide » ?

Le réputé sociologue Guy Rocher, qui a reçu en décembre dernier le prix Condorcet-Dessaulles 2009 du Mouvement laïque québécois (MLQ), a affirmé à cette occasion que la laïcisation des institutions québécoises était inachevée et qu'il manque une pièce

maîtresse, soit un dispositif constitutionnel ou une charte de la laïcité. Il a ajouté que cette solution devrait s'éloigner d'une laïcité dite « ouverte » – défendue par Bouchard-Taylor – où les balises sont vagues et où l'on tombe dans le cas par cas.

Le Congrès de novembre de Québec solidaire a adopté une position mitigée sur la question. D'une part, en affirmant la laïcité, et d'autre part en ouvrant la porte au port du signe religieux par les agents de l'État. Comprise par plusieurs comme une ouverture aux femmes immigrantes en processus d'intégration – à l'instar de la Fédération des femmes du Québec – cette position a été critiquée par Michèle Sirois, Anthropologue et membre fondatrice de QS Crémazie. Pour elle, cette prise de position, étrangère à la gauche, est un net recul par rapport aux luttes féministes et nationalistes.

Précisons qu'un minimum de balises a été prévu par QS pour encadrer le port de signes religieux par les agents de l'État, notamment l'interdiction de prosélytisme, le devoir de réserve et les dangers pour la sécurité. La position de QS a l'avantage de surtout réclamer un débat de société sur la laïcité et des balises claires sur les droits individuels en matière de religion.

Le Conseil du statut de la femme recommandait pourtant en 2007 que « les représentants et les représentantes ou les fonctionnaires de l'État ne puissent arborer de signes religieux ostentatoires dans le cadre de leur travail ». Cela n'a pas empêché la ministre responsable, Mme Christine Saint-Pierre, de se prononcer en faveur du port du signe religieux, dont le voile islamique.

Confusion des genres

Certains réduisent le port du voile islamique au rang de symbole culturel ou de coutume vestimentaire, afin d'éviter le débat de fond sur la question religieuse ou la domination des femmes par l'entremise de la religion.

On se rappellera que dès la sortie du Rapport Bouchard-Taylor, l'Assemblée nationale s'était empressée d'adopter une motion sur le maintien du crucifix, apposé en cette enceinte par Duplessis, pour marquer son alliance avec l'Église catholique, mais présenté cette fois comme « patrimoine historique ».

Mme Djemila Benhabib, auteure de *Ma vie à contre-Coran*, va jusqu'à prétendre que le projet de loi 16 favorisant l'action de l'administration à l'égard de la diversité culturelle, présenté par le gouvernement Charest et tabletté pour le moment, cherchait à « modeler et formater l'administration publique en fonction des postulats de base de la laïcité ouverte ». Selon elle, ce projet de loi « ouvre grande la porte aux accommodements religieux qui remettent en cause l'un des principes intrinsèques de la démocratie, à savoir l'égalité homme-femme si chère au peuple québécois ».

Quant au programme d'éthique et de culture religieuse (ECR), Mme Benhabib considère, à l'instar de nombreux intellectuels, qu'« il fait l'apologie du religieux plutôt que d'en faire une lecture historique, il sème la confusion entre ce qui a trait aux

connaissances et ce qui se rapporte aux croyances ». On accuse par ailleurs ce programme de promouvoir le multiculturalisme canadien et les accommodements religieux plutôt que la diversité nationale québécoise. Claude Rioux du Devoir note de son côté que « Pendant que nous ‘accommodions’ nos vieux cours de morale pour en faire un fourre-tout qui a finalement mécontenté tout le monde, les écoles françaises choisissaient de renforcer les cours d'histoire, de littérature et de philosophie pour y intégrer pleinement la culture religieuse ». Une démarche très différente.

Laïcité tout court

Toute définition de la laïcité devrait se subordonner aux dénominateurs communs de la nation québécoise qui est plurielle, francophone, laïque et respectueuse de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les institutions publiques devraient être des lieux de rassemblement et non de division. Aucun signe ostentatoire ne devrait y être affiché. Les établissements d'enseignement privés, confessionnels ou non, ne devraient pas être subventionnés par l'État.

M. Michel Baril, du MLQ, cite dans Le Devoir du 30 décembre 2009, Me Julie Latour, ex-bâtonnière du Barreau du Québec, qui présentait la laïcité comme « une valeur publique fondatrice du Québec moderne et source de cohésion sociale ». Voilà selon lui une définition citoyenne de la laïcité qui pourrait être incluse telle quelle dans une éventuelle charte de la laïcité.

La question de la laïcité est étroitement liée au projet national inachevé, comme en fait foi la déclaration d'indépendance des Patriotes de 1838, qui stipulait à l'article 4 : « Toute union entre l'Église et l'État est déclarée abolie, et toute personne a le droit d'exercer librement la religion et la croyance que lui dicte sa conscience ». Voilà qui pourrait également inspirer le cas échéant, un véritable débat sur la question, qui est réclamé de plusieurs.

[TABLE DES MATIÈRES](#)